

# Les élections françaises de 1981 et la politique étrangères The French 1981 Elections and Foreign Policy

Henri Ménudier

Volume 13, Number 1, 1982

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701314ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701314ar>

[See table of contents](#)

## Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

## ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

## Cite this article

Ménudier, H. (1982). Les élections françaises de 1981 et la politique étrangères. *Études internationales*, 13(1), 53–95. <https://doi.org/10.7202/701314ar>

## Article abstract

In the two electoral campaigns held in France in the spring of 1981, parties and their candidates gave only limited importance to foreign policy. They showed some interest during the presidential campaign but very little during the legislative elections. This relative silence can be explained by the fact that the French are in rather wide-spread agreement as to the over-all orientation of foreign policy as defined in the 1960s by General de Gaulle and as adapted subsequently by his successors. Clearly, economic and social questions dominated the electoral discussions.

Valéry Giscard d'Estaing defended his seven-year record; his opponents in the outgoing majority and on the left sharply contested it. Without abandoning a critical position, François Mitterand tried to reassure the French by showing them that his coming to power would not upset the foundations of foreign policy and that changes would be more important in other areas. A thematic study of arguments used during the electoral campaign shows that Valéry Giscard d'Estaing's opponents forcefully reproached his overall conception of foreign policy defined by "globalism" and his attitude toward the USSR following the invasion of Afghanistan. The meeting between the French president and Leonid Brezhnev in Warsaw was at the heart of the polemic. Even if weak arguments were used in other areas of foreign policy, international problems did in the end play a significant role in challenging the credibility of the outgoing president. Foreign policy became a tool used for electoral purposes.

The electoral campaign was characterized as well by the involvement of pressure groups, notably Jewish organizations discontent with French policy toward the Middle East and by the active support of the Socialist International in favor of François Mitterand. On the whole, the electoral campaign emphasized continuity more than change. It is useful to be aware of these positions in order to understand France's foreign activities under its socialist regime.

# LES ÉLECTIONS FRANÇAISES DE 1981 ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Henri MÉNUDIER\*

## ABSTRACT — *The French 1981 Elections and Foreign Policy*

*In the two electoral campaigns held in France in the spring of 1981, parties and their candidates gave only limited importance to foreign policy. They showed some interest during the presidential campaign but very little during the legislative elections. This relative silence can be explained by the fact that the French are in rather wide-spread agreement as to the over-all orientation of foreign policy as defined in the 1960s by General de Gaulle and as adapted subsequently by his successors. Clearly, economic and social questions dominated the electoral discussions.*

*Valery Giscard d'Estaing defended his seven-year record; his opponents in the outgoing majority and on the left sharply contested it. Without abandoning a critical position, Francois Mitterand tried to reassure the French by showing them that his coming to power would not upset the foundations of foreign policy and that changes would be more important in other areas. A thematic study of arguments used during the electoral campaign shows that Valery Giscard d'Estaing's opponents forcefully reproached his overall conception of foreign policy defined by "globalism" and his attitude toward the USSR following the invasion of Afghanistan. The meeting between the French president and Leonid Brejnev in Warsaw was at the heart of the polemic. Even if weak arguments were used in other areas of foreign policy, international problems did in the end play a significant role in challenging the credibility of the outgoing president. Foreign policy became a tool used for electoral purposes.*

*The electoral campaign was characterized as well by the involvement of pressure groups, notably Jewish organizations discontent with French policy toward the Middle East and by the active support of the Socialist International in favor of Francois Mitterand. On the whole, the electoral campaign emphasized continuity more than change. It is useful to be aware of these positions in order to understand France's foreign activities under its socialist regime.*

Les élections françaises de 1981 n'ont pas démenti l'idée selon laquelle la politique étrangère ne joue qu'un rôle limité dans les campagnes électorales et que les candidats qui traitent de cette question le font plutôt mal. Le commentaire suivant publié par le journaliste Philippe Marcovici<sup>1</sup> au lendemain du duel télévisé entre Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand, à quelques jours du second tour de l'élection présidentielle, donne une bonne appréciation d'ensemble. Il

---

\* Maître de Conférences à l'Institut d'Études Politiques de Paris et chercheur à la Fondation Nationale des Sciences Politiques (CERI).

1. *Le Quotidien de Paris*, 7 mai 1981.

*Revue Études internationales*, volume XII, n° 1, mars 1982.

montre que la politique étrangère est la parente pauvre des débats et que les candidats se penchent sur elle plus pour sacrifier à un rite ennuyeux que pour dresser un bilan honnête et chercher des voies nouvelles: « Une fois encore la politique étrangère aura fait figure de parente pauvre tout au long du débat électoral français. Quel contraste avec les joutes américaines où la diplomatie fournit aux candidats l'essentiel de leur argumentation! On attendait du face à face de mardi soir qu'il permît, enfin, de définir exactement – et donc de choisir – deux conceptions du rôle de la France dans le monde. Las, au terme de cent cinquante minutes nous n'étions pas plus éclairés qu'au premier instant de l'affrontement. Les autres thèmes du débat, institutions, économie-social, problèmes énergétiques, ayant chacun rogné sur les minutes consacrées à la politique étrangère, celle-ci s'en est trouvée réduite à la portion congrue. De plus là n'était pas la volonté des candidats ». Un mois plus tôt, dans un article, Marcel Merle regrettait, en empruntant une expression de Tocqueville, que « les questions du dehors » soient traitées « dans une sorte de brouillard d'où l'on a peine à voir émerger une quelconque politique de rechange. Quant à l'opinion publique, elle est encouragée à formuler des revendications dont les implications sont consciemment ou inconsciemment, passées sous silence ».<sup>2</sup>

La part réduite de la politique étrangère a parfois été expliquée par le « consentement » ou le « consensus » qui existerait entre les Français sur l'indépendance, l'Europe, la défense, l'Alliance atlantique, la coopération. Pourquoi se quereller sur des questions à propos desquelles règne un assez « large accord » comme le constatait Jean François-Poncet à l'issue du débat sur le budget des Affaires étrangères, le 12 novembre 1980? Un éditorial du journal *Le Monde*<sup>3</sup> avançait trois arguments pour expliquer la convergence des arguments: les Français sont d'accord sur la gravité de la crise internationale, ils veulent saisir l'occasion qu'elle offre à l'Europe de jouer son rôle et ils ne s'opposent pas sur les lignes directrices plus immédiates de la diplomatie française. Au cours de même débat, Maurice Couve de Murville, président de la Commission des Affaires étrangères, souligna que les principales idées du Général de Gaulle, qui avaient autrefois scandalisé les « bien pensants », « sont aujourd'hui acceptées par la majorité des Français ». Le journaliste Bernard Lecomte confirmait ce point de vue dans *La Croix*<sup>4</sup>: « Derrière les réserves et les polémiques constantes, les orphelins du Général de Gaulle sont beaucoup moins divisés qu'il n'y paraît ». Même le quotidien du parti communiste français reconnaît que des convergences importantes existent entre Jacques Chirac, Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand, à tel point que le candidat Georges Marchais est le seul à offrir une alternative véritable. Yves Moreau écrit dans *L'Humanité*:<sup>5</sup> « Il est vrai qu'en politique étrangère ni Mitterrand, ni Chirac ne soutiennent des options essentiellement différentes de celles du pouvoir actuel. Tout au plus peut on noter que leurs critiques à fleuret moucheté tendent à aggraver l'atlantisme de cette politique ».

2. *La Croix*, 4 avril 1981.

3. *Le Monde*, 14 novembre 1980.

4. *La Croix*, 28 février 1981.

5. *L'Humanité*, 18 avril 1981.

Les sondages d'opinion confirment le point de vue des différents commentateurs qui viennent d'être cités. Trois mois avant le premier tour de l'élection présidentielle l'hebdomadaire *L'Express*<sup>6</sup> publie un sondage de l'Institut Louis Harris dont il ressort que les trois objectifs prioritaires sont le chômage (86%), la lutte contre l'inflation (70%) et les inégalités sociales (59%). Viennent ensuite la modernisation et la compétitivité de l'économie française (45%). On pourrait naturellement remarquer que ces thèmes ont une incontestable dimension internationale. Les thèmes qui relèvent directement de la politique étrangère suivent avec un écart considérable par rapport aux premiers objectifs: assurer efficacement la défense de la France (39%), renforcer les liens de la France avec ses alliés occidentaux (20%), conduire selon notre intérêt les relations avec l'URSS et les pays de l'Est (19%), aider les pays sous développés (19%), construire l'Europe (15%). Ce sondage fait apparaître un clivage confirmé par des résultats antérieurs et postérieurs: les Français font plus confiance à François Mitterrand qu'à Valéry Giscard d'Estaing pour lutter contre le chômage, l'inflation et les inégalités sociales. Sur tous les autres thèmes et notamment sur ceux qui relèvent de la politique étrangère, Valéry Giscard d'Estaing est nettement mieux placé. Peu avant le premier tour de l'élection présidentielle *Le Figaro*<sup>7</sup> publie un sondage de la SOFRES qui confirme que la politique étrangère n'est pas ressentie comme prioritaire. Les thèmes les plus importants de la campagne sont: le chômage (87%), la politique étrangère de la France (6%), les institutions (4%), sans opinion (3%).

Un sondage du quotidien *Le Matin*<sup>8</sup> et de l'Institut Louis Harris montrait déjà que Valéry Giscard d'Estaing disposait d'une nette supériorité sur François Mitterrand dans toutes les questions de la politique étrangère. Les Français faisaient presque deux fois plus confiance à Valéry Giscard d'Estaing pour les rapports avec l'URSS et avec les États-Unis, deux fois plus pour garantir l'indépendance nationale et trois fois plus pour conduire les rapports avec les pays arabes. Un autre sondage<sup>9</sup> confirme cette tendance.

<i>Quel est le candidat le mieux placé pour</i>	(VGE)	(FM)
• renforcer les liens avec les alliés occidentaux	44%	20%
• construire l'Europe	44%	21%
• assurer la défense nationale	38%	20%
• aider les pays sous développés	40%	22%
• conduire les relations avec l'URSS	31%	20%
• moderniser l'économie française	29%	27%

L'écart le plus important porte sur les relations avec les alliés occidentaux (24 points) et le moins important sur les relations avec l'URSS (11 points). L'image de Valéry Giscard d'Estaing est nettement meilleure que celle du candidat socialiste mais les Français sont plus nombreux à attribuer à François Mitterrand la capacité de faire face aux nouveaux problèmes (chômage, inflation, inégalités).

6. *L'Express*, 24 janvier 1981.

7. *Le Figaro*, 18-19 avril 1981.

8. *Le Matin*, 17 novembre 1980.

9. *L'Express* / Louis Harris, 28 février 1981.

Un autre sondage montre que les Français apprécient en général le bilan de l'action de Valéry Giscard d'Estaing en matière de politique étrangère. Quand on les interroge<sup>10</sup> sur le rôle de la France dans le monde, 34% trouvent qu'il s'est renforcé, pour 29% il est resté le même, pour 28% il s'est affaibli, 9% sont sans opinion. Même sur la grande polémique de la campagne – les rapports avec l'URSS – la majorité penche de côté du Président sortant: Valéry Giscard d'Estaing se montre trop conciliant: 24%, pas assez: 9%, comme il faut: 45%, sans opinion 22%. A-t-il eu raison d'aller à Varsovie pour rencontrer L. Brejnev? A eu raison: 52%, a eu tort: 18%, sans opinion: 30%. Une question du même sondage fait ressortir que les Français savent faire la part des choses entre ce qui se passe chez eux et chez leurs voisins. « Si vous comparez la situation économique et sociale de France à celle des autres pays du Marché Commun, pensez-vous que ça va plutôt mieux en France? Ni mieux ni plus mal (62%), plutôt mal (15%), sans opinion (8%).

Sur le plan thématique, la politique étrangère n'a joué qu'un rôle secondaire dans la campagne électorale et dès le départ il était clair que Valéry Giscard d'Estaing l'emportait de beaucoup dans ce domaine sur François Mitterrand. Ces deux données expliquent que les adversaires du Président sortant aient davantage procédé par polémiques et procès d'intention que par un débat consciencieux sur les choix de la France et sur les changements possibles. Il était essentiel pour eux d'entamer la crédibilité de Valéry Giscard d'Estaing même si sa supériorité était incontestable. En contribuant pour une petite part à alourdir le bilan négatif du Président et à compromettre sa réélection, la politique étrangère est ainsi devenue un instrument non négligeable dans la stratégie électorale des candidats.

### *Les particularités de la campagne pour les élections législatives*

Le débat de politique étrangère s'est surtout déroulé dans le cadre de la campagne présidentielle. Il a été presque totalement absent de la campagne pour les élections législatives, brève et très marquée par les enjeux de politique intérieure dus aux changements prévisibles des rapports de force entre les grandes familles politiques. Avant les élections législatives, gaullistes et giscardiens (RPR et UDF) mirent hâtivement au point un pacte électoral au nom de l'Union pour la Nouvelle Majorité. Elle proposait dix principes fondamentaux, dont les quatre premiers se réfèrent à la politique étrangère: 1. La France doit sauvegarder son indépendance, 2. La défense nationale doit être renforcée, 3. La construction européenne doit être renforcée, 4. La solidarité avec les pays pauvres doit prendre la forme d'une grande alliance pour le développement. Mais ces thèmes n'ont pas été discutés car, devant la défaite inéluctable, le principal souci de Jacques Chirac a été de dramatiser le risque (bureaucratisation, perte des libertés, bouleversements sociaux, emprise des communistes) que comportait une concentration des pouvoirs entre les mains des socialistes et des communistes, bien implantés dans les communes et les régions et soutenus par les syndicats. Le Maire de Paris présentait en termes familiers l'enjeu de l'élection: « Les Français ne doivent pas mettre leur oeufs dans le même panier »!

10. *Le Figaro* / Sofres, 18-19 avril 1981.

Le parti communiste cherchait aussi à limiter l'ampleur d'une défaite prévisible. Aussi s'est-il employé à faire sienne la victoire de la gauche et à donner le sentiment d'y avoir contribué pour une part importante. Candidat au pouvoir, il a dû changer de ton vis à vis du parti socialiste et se comporter non plus en concurrent mais en futur allié fidèle et loyal. Du même coup le PC devait renoncer à ses polémiques habituelles sur l'atlantisme du PS et aux procès d'intention qu'il ne cessait de lui faire en politique étrangère. L'objectif prioritaire du PS était d'obtenir une large majorité parlementaire pour soutenir l'action du nouveau Président. C'est ce qu'exprimait le seul slogan du parti utilisé au plan national: « Donner au Président la majorité dont il a besoin ». Une telle approche de la compétition électorale ne laissait aucune place aux considérations de politique extérieure. La campagne présidentielle avait suscité un débat sur le bilan du septennat écoulé, la campagne pour les élections législatives fut trop brève et trop orientée sur la politique intérieure pour procéder à un examen sérieux des intentions encore très floues du nouveau pouvoir.

## I – LES DIX CANDIDATS À LA PRÉSIDENTENCE DE LA RÉPUBLIQUE ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Parmi les dix candidats à la présidence de la République, on peut distinguer trois groupes: ceux qui se réclamaient de la majorité sortante (Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chirac, Michel Debré et Marie-France Garaud), les trois candidats de la gauche traditionnelle (François Mitterrand, Michel Crépeau et Georges Marchais) et enfin trois candidats plus marginaux (Brice Lalonde, Arlette Laguiller et Huguette Bouchardeau). Cette première partie esquissera brièvement leur attitude générale sur les problèmes de politique étrangère, la seconde procèdera à une étude par thème plus systématique, la troisième évoquera brièvement le rôle des groupes de pression.

### *Valéry Giscard d'Estaing*

En 1965 le Général de Gaulle se présentait pour la première fois à une élection présidentielle organisée au suffrage universel. Déjà il eut à répondre du bilan du septennat écoulé et un de ses concurrents, Jean Lecanuet, obtint un succès remarqué en critiquant vivement la politique européenne du Général. Aux élections présidentielles de 1969 et 1974, le débat sur le bilan de la politique étrangère fut assez réduit car le Président sortant ne se représentait pas – le Général de Gaulle avait démissionné en 1969 et Georges Pompidou était décédé en 1974. En briguant un second mandat présidentiel en 1981, Valéry Giscard d'Estaing a suscité un débat sur son action en politique étrangère au cours des sept années écoulées beaucoup plus que sur ses intentions et ses projets en cas de réélection.

Le bilan du septennat a été schématiquement présenté dans un document intitulé *La politique étrangère de la France, 1974-1981*, publié par le Service d'information et de diffusion du Premier Ministre. Ce texte part de quelques constatations:

– la France a des intérêts à défendre, une voix à faire entendre, une oeuvre à poursuivre au service de la paix et du progrès,

- elle a une audience et une influence qui n'appartiennent qu'à elle,
- elle tient son rang, elle exerce ses responsabilités,
- elle le fait dans un monde qui n'a jamais été plus incertain, plus troublé, plus dangereux depuis 1945.

La France répond à ces défis « dans la fidélité aux principes qui inspirent son action, dans la continuité des orientations de la politique étrangère ». Ces principes fondamentaux sont au nombre de cinq: la défense des intérêts de la France, le maintien de la paix, la construction de l'Europe, la solidarité avec l'Afrique et la volonté de contribuer à l'organisation d'un monde plus juste, plus sûr et plus humain.

La défense des intérêts de la France passe par la garantie de son indépendance et le maintien de sa présence dans le monde. La garantie de l'indépendance s'appuie sur l'effort de défense, la politique énergétique, la politique économique et financière, l'action diplomatique. La France assure sa présence dans le monde grâce au rayonnement de sa culture, à la diffusion de sa langue, à l'action en faveur des Français à l'étranger, à la défense des intérêts économiques du pays. La France contribue au maintien de la paix car elle est fidèle à ses alliances, elle s'est engagée sur le terrain quand il le fallait (Shaba, Kolwezi, Tchad, Mauritanie), elle a proposé des solutions politiques aux crises et aux conflits, elle a formulé des propositions novatrices en matière de désarmement, elle a poursuivi dans les relations Est-Ouest une politique responsable, volontaire et continue. Une des grandes ambitions de Valéry Giscard d'Estaing a été la construction de l'Europe à qui il voulait donner une place plus importante dans les affaires du monde. Trois actions ont concrétisé cet objectif: la réconciliation franco-allemande a été transformée en une étroite et amicale coopération, l'Europe a été consolidée, la construction européenne a progressé. La solidarité avec l'Afrique s'est manifestée par une politique nouvelle pour ce continent et par un nouvel élan donné à la coopération avec l'Afrique francophone. Le Président sortant estime que son septennat a contribué à l'organisation d'un monde plus juste, plus sûr et plus humain. Le dialogue Nord-Sud, l'aide au développement, la politique de prolifération nucléaire, la prise en compte de l'idée régionale et la défense des droits de l'Homme en témoignent.

Dans une de ses premières réunions, à Metz, Valéry Giscard d'Estaing présente ses « dix propositions pour la France ». Elles contiennent « trois choses » à maintenir dont deux portent sur la politique étrangère (1. Préserver les libertés, 2. Garantir la sécurité intérieure et extérieure, 3. Défendre la paix et la place de la France dans le monde). La politique étrangère n'apparaît pas du tout parmi les sept points « à accomplir » (emploi des jeunes, amélioration de la formation, développement de l'agriculture, développement de l'industrie compétitive « à l'égard des meilleurs », solidarité nationale, rénovation de la vie républicaine, allègement et simplification de la vie des Français au travail). En matière de politique étrangère le Président de la République songe plus à conserver qu'à innover, il juge son bilan suffisamment éloquent pour faire l'économie de longs exposés sur ses projets. Au cours de la campagne il a été très discret sur ce point. Ses priorités en cas de réélection sont: « défendre la paix et la place de la France dans le monde, préserver les institutions de la V<sup>e</sup> République, assurer l'emploi en particulier pour les

jeunes »<sup>11</sup>. Dans son duel télévisé avec François Mitterand il s'engage à maintenir « bien entendu les grands principes » de sa politique, « c'est à dire la sécurité de la France appuyée sur son important dispositif de sécurité et en même temps la participation à la vie internationale pour combattre comme je l'ai fait pour la cause de la paix »<sup>12</sup>. « Prendrez-vous des initiatives en politique étrangère ? » lui demande *Le Parisien Libéré*<sup>13</sup>, juste avant le second tour. Sa réponse: « Il y aura une politique étrangère très active dans les années à venir. Le monde connaîtra d'ailleurs une situation périlleuse parce que la remontée de la puissance des États-Unis, face à une Union soviétique qui, bien entendu, s'efforcera de maintenir l'équilibre de la puissance, créera inévitablement des périodes de tension. Dans ces périodes de tension, la France doit être présente et elle doit continuer à poursuivre un dialogue actif pour la paix ».

C'est davantage le bilan que les perspectives qui l'emporte dans la profession de foi du candidat Valéry Giscard d'Estaing, envoyée, comme celle de ses concurrents, à tous les électeurs: « Pendant sept ans j'ai conduit la destinée de la France, avec vous, dans des temps difficiles... Les Français ont su faire face à la crise (la France est devenu le troisième exportateur mondial et le second pour les productions agricoles). Le progrès social a été poursuivi malgré cette crise. La France est un pays de liberté ». Le passage plus particulièrement consacré à la politique étrangère est placé sous le thème « La France est écoutée et respectée dans le monde ». « Devenue la troisième puissance militaire du monde, elle veille sur sa sécurité. Sa politique énergétique garantit son indépendance et la sécurité de votre approvisionnement. Elle est reconnue, à l'Ouest et à l'Est, comme une puissance indépendante et responsable. Par sa fermeté, mais aussi par le dialogue, elle apporte une contribution décisive au maintien de la paix. Vous pouvez être fiers de ce qu'est et de ce que fait la France ». Une des ambitions de Valéry Giscard d'Estaing était de placer la France dans le « peloton de tête » des grandes puissances. À mettre toujours la France en seconde ou troisième position on peut se demander s'il ne prend pas trop de libertés dans l'appréciation des performances de l'URSS, du Japon et de l'Allemagne fédérale!

### *Jacques Chirac*

Les concurrents de Valéry Giscard d'Estaing s'emploieront à mettre en évidence les points faibles de ce bilan et éventuellement à proposer quelques idées nouvelles. Le 3 février 1981, dans sa déclaration de candidature à la Présidence de la République, Jacques Chirac, 48 ans, député de la Corrèze, ancien Premier Ministre, Maire de Paris, montre que chez lui les critiques sont aussi importantes que les propositions constructives. « ... La lassitude et le doute s'insinuent au coeur des Français. Il faut arrêter ce processus de dégradation ... À condition de le vouloir, la France peut renforcer sa sécurité et sa présence dans le monde et porter son message de dignité et de paix à tous les peuples qui veulent continuer à disposer d'eux-mêmes ». Dans une émission de télévision, le 9 mars, il caractérise certaines

11. *Le Figaro*, 24 avril 1981.

12. *Le Monde*, 7 mai 1981.

13. *Le Parisien Libéré*, 8 mai 1981.

actions diplomatiques de Valéry Giscard d'Estaing d'« indigne » et de « honteux ». Contre l'affaiblissement et les initiatives sans suite, il parle le langage de la fermeté et de l'autorité. Il veut « restaurer l'image de la France ». Un placard publicitaire affirme <sup>14</sup>: « Le Président qu'il nous faut saura rendre son rang, son rayonnement à la France et garantir la paix. Il ne tient qu'un seul langage et défend toujours et partout notre indépendance et notre liberté ».

Dans sa profession de foi Jacques Chirac perçoit le monde extérieur comme une menace pour la France: « Le monde dans lequel nous vivons devient chaque jour plus périlleux, la place de la France chaque jour plus menacée ». Que promet-il aux Français?: « Je m'engage enfin à rendre à la France le rang où le Général de Gaulle et le Président Pompidou l'avaient hissée. Il faut renforcer notre effort de défense. Il faut tenir un langage clair, celui de la fermeté et de l'indépendance, seul garant de la paix. Je m'engage à porter le message historique de la France, celui de la liberté, des droits des peuples, des droits de l'Homme ». Jacques Chirac critique mais en restant dans le cadre traditionnel de la politique étrangère gaulliste. Il propose de faire mieux que le Président sortant mais sans développer de thèmes vraiment nouveaux.

#### *Michel Debré*

Bien des parentés de langage et d'analyse existent avec Michel Debré. À 69 ans, l'ancien Premier Ministre du Général de Gaulle, député de La Réunion, s'indigne contre ce qu'il considère comme l'affaiblissement, la résignation et la médiocrité de la politique française. Il appelle au sursaut, à la fermeté, à la résolution, au redressement, à l'ardeur pour que la France retrouve sa puissance et son indépendance. Dès l'annonce de sa candidature, il s'en prend avec force à la politique étrangère de Valéry Giscard d'Estaing: « Les louvoiements de notre politique extérieure au cours de ces dernières années reflètent deux tentations déplorables auxquelles nous cédon's tour à tour. La première est celle du neutralisme, c'est à dire l'indifférence et la passivité alors que la liberté des peuples et la dignité de l'Homme sont en jeu. La seconde s'exprime par une question: serons-nous une province de l'Europe? » Michel Debré ne voit pas de continuité avec la politique conduite depuis 1958: « Ne parlons donc pas de fidélité gaulliste » déclare-t-il, car la politique de Valéry Giscard d'Estaing se caractérise, selon lui, par « une sorte de refus d'assumer pleinement l'indépendance et l'unité de la France, conditions à la fois de son existence et de son influence ». Il déplore que la politique de la France « manque de souffle ». Une autre fois il ajoute: « La France présentement vogue »<sup>15</sup>. Toutes ses interventions au cours de la campagne ne cessent de faire le procès de la faiblesse du Président sortant, coupable de ne pas avoir respecté les dogmes gaullistes.

Dans sa profession de foi, Michel Debré propose rien de moins que de « reconquérir la France » car « la France s'affaiblit », il faut lui rendre « le souffle d'une grande ambition nationale ». Le passage consacré à la défense et à la

14. *Le Monde*, 9 avril 1981.

15. *Le Monde*, 13 janvier 1981.

diplomatie est ainsi rédigé: « La France doit garder la maîtrise de son destin sans intégration, ni alignement: en modernisant sa force de dissuasion, en s'assurant le respect de ses alliés par ses forces d'intervention, en conciliant indépendance et coopération des États Européens, en luttant contre les hégémonies, en ne dissociant pas la détente du droit de chaque peuple à disposer de lui-même, en prenant une part généreuse dans l'aide aux pays pauvres ». Les Français sont appelés à voter Michel Debré pour assurer l'indépendance économique, militaire et diplomatique de la France, car « la France n'est la France que lorsqu'elle gagne ».

### *Marie-France Garaud*

Avocate de formation, ancienne conseillère de Georges Pompidou puis de Jacques Chirac, conseiller référendaire à la Cour des Comptes, âgée de 47 ans, Marie-France Garaud se fait dans cette campagne la championne de l'anti-soviétisme. Contre la faiblesse du Président sortant, elle fait appel à la rigueur, à la générosité, au désintéressement et surtout à la volonté. Comment juge-t-elle la politique de la France dans le monde? lui demande *La Croix*.<sup>16</sup> Elle répond: « Dans un monde en crise, la France ne doit déjà pas douter d'elle-même. Il n'y a rien de pire pour un État que le renoncement ». Le doute et le renoncement – elle instruit un vigoureux procès contre Valéry Giscard d'Estaing au nom de la défense d'un certain monde occidental.

Dans sa profession de foi Marie-France Garaud annonce qu'elle se présente « Pour sortir notre pays du mauvais pas dans lequel il s'est engagé ». Elle met sa volonté au service de l'indépendance. « Tant que le monde libre ne retrouvera pas la foi dans ce qu'il est, c'est-à-dire le champion de la liberté, rien ne sera possible; et je pense que si la France n'est pas capable de redonner au monde libre sa cohésion et la confiance qu'il doit avoir en lui-même, alors ce n'est plus la France ». La défense du monde libre et de l'indépendance sont les deux axes de sa politique étrangère. L'indépendance doit être assurée « par la nécessité absolue de s'opposer à l'impérialisme soviétique qui utilise l'invasion militaire, l'asphyxie économique et le chantage politique pour menacer partout dans le monde la sécurité des nations et des hommes libres ». Elle en appelle au « refus d'un neutralisme peureux » et à l'« affirmation sans équivoque que nous appartenons au monde libre ». Le renforcement des alliances traditionnelles, la capacité de défense et de dissuasion sont les conditions de la souveraineté. La conviction intime de Marie-France Garaud est « que la Paix se gagne et se mérite chaque jour et qu'un peuple solidaire et courageux est indestructible. ».

### *François Mitterrand*

Dès l'annonce de sa candidature, il était évident que François Mitterrand serait le concurrent le plus sérieux de Valéry Giscard d'Estaing et tout laissait prévoir un second tour entre ces deux hommes politiques. À 64 ans, malgré ses nombreuses responsabilités ministérielles sous la IV<sup>e</sup> République et ses nombreux contacts à l'étranger comme Premier Secrétaire du PS, le député de la Nièvre, candidat pour la

16. *La Croix*, 23 avril 1981.

troisième fois à la Présidence de la République, ne pouvait prétendre avoir la même expérience en politique étrangère que son principal adversaire depuis 1974. On n'a sans doute pas prêté assez attention à l'entretien de François Mitterrand avec Michel Tatu<sup>17</sup>, dans lequel il s'exprimait sur tous les grands problèmes de politique étrangère (relations franco-allemandes, Marché commun, Alliance atlantique, Afghanistan et URSS notamment). Quand on compare ce texte avec les prises de position ultérieures du candidat, la continuité est évidente et on ne peut s'empêcher de penser que sa publication n'était pas fortuite.

François Mitterrand ne s'est guère senti engagé par le texte du *Projet Socialiste*<sup>18</sup>. Le Projet comporte trois grandes parties (Comprendre, Vouloir et Agir). Cette dernière partie développe quatre priorités pour la France dont la dernière porte sur la politique étrangère: « Une France indépendante et ouverte sur le monde ». Une phrase résume l'esprit de ce chapitre de vingt pages: « Affermir la paix en la fondant sur l'organisation collective de la sécurité et du désarmement, construire véritablement l'Europe sur la solidarité des ses travailleurs et sur la résistance au capitalisme international comme à la poussée de la puissance soviétique, soutenir les luttes menées dans le tiers monde contre l'impérialisme, la convoitise des grandes puissances et l'inéquité du partage mondial des richesses et du travail, les objectifs de notre politique étrangère sont en même temps les moyens pour la France d'affirmer les capacités de travail et de création, la culture et le courage de son peuple ».

Le candidat socialiste a confirmé à plusieurs reprises la validité des « 110 propositions pour la France » qui complètent « Le manifeste du parti socialiste » adopté au congrès de Créteil, le 24 janvier 1981, qui fit de François Mitterrand le candidat officiel du parti à l'élection présidentielle. Après un court préambule, les « 110 propositions » commencent par une première partie « La paix – une France ouverte sur le monde ». Que les treize premières propositions de ce texte soient consacrées à la politique étrangère vaut d'être souligné.

« Défense du droit et solidarité avec les peuples en lutte

1. Exigence du retrait des troupes soviétiques de l'Afghanistan.
2. Condamnation de l'aide apportée par les États-Unis aux dictatures d'Amérique latine.
3. Affirmation du droit des travailleurs polonais aux libertés et au respect de l'indépendance syndicale.
4. Paix au Moyen-Orient par la garantie de la sécurité d'Israël dans des frontières sûres et reconnues, le droit du peuple palestinien à disposer d'une patrie, l'unité du Liban.
5. Indépendance du Tchad. Respect de la souveraineté du Cambodge. Soutien au droit à l'autodétermination de l'Érythrée et du Sahara occidental.

17. *Le Monde*, 31 juillet 1980.

18. Jean-Pierre CHEVÈNEMENT, *Pour la France des années 80*, Paris, Club Socialiste du livre, 1980, 382 p.

### Désarmement et sécurité collective

6. Désarmement progressif et simultané en vue de la dissolution des blocs militaires dans l'équilibre préservé des forces en présence.
7. Action internationale énergique contre la dissémination de l'arme nucléaire et pour le renforcement du contrôle des centrales nucléaires.
8. Ouverture d'une négociation sur la sécurité collective en Europe à partir de la conférence sur la réduction des forces et des tensions proposée par les socialistes français. Retrait des fusées soviétiques SS 20 en même temps que l'abandon du plan d'installation des fusées américaines Pershing sur le sol européen.

### Nouvel ordre économique mondial

9. Priorité au dialogue Nord-Sud pour la mise en place d'un nouvel ordre économique mondial. Aide publique au tiers monde portée à 0.70% du PNB de chaque pays développé.
10. Définition d'un nouveau système monétaire mondial par la réforme du FMI de la Banque mondiale et du « panier de monnaies », un moratoire et de nouvelles liquidités pour les pays pauvres du tiers monde.

### Une France forte dans l'Europe indépendante

11. Application stricte du traité de Rome (Marché commun): poursuite de la démocratisation de ses institutions et mise en oeuvre immédiate de ses dispositions sociales. Défense de l'emploi européen par le développement de politiques industrielles communes, par la protection des secteurs menacés par l'invasion de certains produits en provenance du Japon et des États-Unis, par l'élaboration d'un règlement communautaire sur l'activité des sociétés multinationales. Réforme profonde de la politique agricole et de la politique régionale.
12. Avant toute adhésion à la CEE de l'Espagne et du Portugal, respect de quatre préalables (agricoles, industriel, régional et sur la pêche maritime) conformes à la résolution socialiste adoptée à Montpellier en septembre 1978.
13. Création d'un conseil des peuples méditerranéens ».

Les principes de la réforme souhaitée de la politique agricole commune sont évoqués dans la proposition 41 consacrée à l'agriculture. La quatrième partie des « 110 propositions » s'intitule « La France – un pays libre et respecté ». Elle traite de la sécurité et de l'identité de la France.

- « 105. Développement d'une stratégie autonome de dissuasion et organisation nouvelle du service national réduit à six mois.
106. Définition claire de la portée et du contenu de l'Alliance atlantique. Cohésion accrue de l'Europe.
107. Développement des relations entre la France et l'Union soviétique dans le respect des traités existants.
108. Renforcement des échanges avec la Chine.
109. Liens privilégiés avec les pays non alignés de la zone méditerranéenne et du continent africain, spécialement l'Algérie.
110. Établissement de relations étroites avec le Québec. Création d'une académie francophone ».

Sans que ces propositions engagent à la lettre François Mitterrand, elles donnent les grandes orientations de la politique étrangère qu'il entend poursuivre. Dans sa profession de foi, il se présente comme un socialiste « dans la tradition de Jaurès et de Blum ». Ce qu'il a à proposer se résume en trois mots : emploi, paix, liberté. « *La Paix*, la fermeté de nos positions, l'autonomie de notre défense et le respect de notre indépendance peuvent seuls l'assurer. La France s'adressera sans relâche à la conscience universelle pour garantir partout le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, au Salvador comme en Afghanistan. Elle prendra des initiatives en vue du désarmement, de la construction d'une Europe indépendante, de la création d'un nouvel ordre économique mondial et de l'aide au Tiers-Monde. Elle refusera la suprématie du dollar ». La profession de foi s'achève par la considération suivante : « Je vous ai parlé en homme libre au regard des forces de l'argent, des puissants de ce monde, de Washington et de Moscou ». Invité par *France Soir*<sup>19</sup> à définir les rapports de la France avec les grandes puissances, François Mitterrand répondait dans un style télégraphique : « Respect des autres et dignité pour soi. Savoir qu'on ne sert la paix qu'en disant hautement pour qui, pourquoi et comment la paix est menacée. Proposer sans compromission les voies de la sécurité et du désarmement. Aller vers le tiers monde ».

#### *Michel Crépeau*

Michel Crépeau, 50 ans, Député-Maire de La Rochelle, président du Mouvement des Radicaux de Gauche, est le seul candidat à ne pas développer des thèmes de politiques étrangère dans sa profession de foi. Il souligne tout juste que « l'image de la France se dégrade ». Son texte contient cependant une allusion aux problèmes internationaux de l'économie française : « Je ne souhaite pas pour la France un type de développement à la japonaise. Mais j'énrage de voir que les motos, les radios, les instruments de musique sont japonais. C'est la même chose pour 60% du textile, 80% des meubles qui viennent de l'étranger. On peut parfaitement faire tout cela en France. Il suffit de le vouloir et de s'organiser ». Au cours de la campagne il interviendra, mais discrètement sur différents thèmes de politique étrangère. Il n'est pas surprenant que le Député-Maire de La Rochelle insiste sur la nécessité d'organiser un marché européen de la pêche. Il s'est ainsi indigné qu'« un pays comme la France, qui possède le deuxième domaine maritime du monde, importe la moitié du poisson qu'il consomme ».

#### *Georges Marchais*

Le secrétaire général du Parti communiste français, Georges Marchais, 61 ans, député du Val de Marne, a fait connaître ses positions de politique étrangère dans son livre<sup>20</sup>, dans de nombreux discours et interventions télévisées, avec le soutien actif du quotidien du parti *L'Humanité*. Il se devait d'attaquer non seulement Valéry Giscard d'Estaing mais également François Mitterrand, accusé d'être trop favorable à l'atlantisme et proche du Président sortant. Georges Marchais pouvait ainsi se considérer comme le seul candidat « anti-Giscard ». Une des tâches essentielles de

19. *France Soir*, 22 avril 1981.

20. Georges MARCHAIS, *L'Espoir au présent*, Paris, Éditions Sociales, 1980, 203 p.

Georges Marchais au cours de la campagne a été aussi de se défendre d'avoir nuit à la politique d'indépendance du PC depuis son alignement sur les positions soviétiques. En estimant que le bilan du monde socialiste était globalement positif, en justifiant l'intervention soviétique en Afghanistan et l'installation des fusées SS 20 en Europe, il se faisait l'ardent propagandiste de la paix aux couleurs de l'Union soviétique, malgré quelques désaccords mineurs avec l'URSS.

Dans sa profession de foi, Georges Marchais présente un plan de lutte avec quatre objectifs (des emplois pour tous, un travail humain; une société plus juste; une vie libre et responsable dans une société fraternelle; une société pour la jeunesse). Trois moyens doivent être mis en oeuvre pour atteindre ces objectifs: 1. Développer la France, 2. Une France souveraine, présente et active dans le monde, 3. De grandes réformes démocratiques. La France souveraine, présente et active dans le monde est

- « Pour le désarmement et la paix, pour la sécurité de la France.
- Pour la justice et la solidarité entre les peuples, pour un nouvel ordre mondial.
- Pour la sauvegarde de la souveraineté nationale, pour une Europe des travailleurs.
- Pour la coopération la plus vaste.
- Pour les droits des hommes et des peuples ».

On constate que le langage employé est tout à fait neutre et pourrait, à quelques nuances près, se retrouver dans les professions de foi des autres candidats. Sur la page suivante se trouve un passage plus conforme aux revendications et au langage de Georges Marchais: « On peut faire de la France une nation indépendante, qui ne soit à la remorque de personne, ni aujourd'hui, ni plus tard. Une France qui se refuse à tout élargissement du Marché Commun, à toute abdication de souveraineté. Une France assurant pleinement sa sécurité en travaillant à la paix du monde et au désarmement, à l'égalité, à la justice, à l'amitié entre les peuples ».

### *Brice Lalonde*

Le candidat des écologistes, Brice Lalonde, 35 ans, animateur du Réseau des Amis de la Terre, saisit l'occasion de la campagne électorale pour mettre en évidence la dimension internationale des problèmes écologiques. Interrogé sur le rôle spécifique de la France dans un monde en crise<sup>21</sup> il répond: « La France n'est qu'un pays industrialisé parmi d'autres. Mais elle peut montrer la voie d'un passage sans traumatisme à une société post-industrielle en se rendant, tout d'abord, moins dépendante et moins vulnérable. Avec ses voisins, elle doit contribuer à l'instauration d'une Europe des régions ».

Dans sa profession de foi Brice Lalonde s'engage à développer la solidarité mondiale: « Notre planète est petite et fragile. Les pollutions ignorent les frontières. Les États-nations sont trop grands pour les problèmes de la vie de tous les jours, trop petits pour les grandes questions internationales. Les écologistes veulent une Europe des régions, l'établissement de relations plus justes avec le tiers monde fondées sur un développement autonome des pays pauvres. Hostiles comme la majorité des Français à la force de frappe, ils proposent un désarmement nucléaire

21. *La Croix*, 14 avril 1981.

immédiat de la France et une défense civile prise en charge par l'ensemble de la population. Pour défendre notre territoire, il faut avant tout réduire sa vulnérabilité. 50 millions d'être humains – la population de la France – meurent de faim chaque année dans le monde. La France est le premier vendeur d'armes de la planète par habitant ». Brice Lalonde propose l'arrêt des ventes d'armes et la réunion d'une conférence européenne pour la réduction concertée du temps de travail.

### *Arlette Laguiller*

Arlette Laguiller, 40 ans, membre du Bureau politique de Lutte Ouvrière, considère sa candidature comme « vraiment de gauche », du moins d'une gauche différente de celle de François Mitterrand et de Georges Marchais. Dans sa profession de foi elle affirme : « Arlette Laguiller représente dans ces élections un courant pour qui les mots socialisme et communisme ne sont pas des mots dévoyés de leurs sens et n'évoquent ni la gestion servile des possédants telle que la pratique le social-démocrate Helmut Schmidt en Allemagne et que Mitterrand nous propose en France, ni les dictatures policières des pays de l'Est, dont Marchais approuve la politique ». Ces idées se retrouvent dans un entretien accordé au *Monde*<sup>22</sup> : « Il faut aussi donner un avertissement à Georges Marchais, lui dire qu'on ne peut pas jouer impunément avec les espérances des travailleurs. On ne peut pas non plus cautionner la politique de Marchais vis à vis des travailleurs immigrés, ni le soutien qu'il apporte aux dirigeants russes pour leur intervention en Afghanistan et qu'il leur apportera pour leur intervention, peut être demain, en Pologne. Je veux offrir un autre visage de la gauche, qui n'a rien à voir avec le communisme et le socialisme, représentés, l'un par Staline ou Brejnev, l'autre par Schmidt en Allemagne et Mitterrand en France ». Pour Arlette Laguiller, l'armée telle qu'elle est conçue actuellement ne sert à rien. « Quand les peuples veulent se défendre, ils n'ont pas besoin d'armes sophistiquées ».

### *Huguette Bouchardeau*

Âgée de 45 ans, enseignante à l'Université de Lyon, Huguette Bouchardeau, secrétaire nationale du (Parti socialiste unifié) est la candidate qui, du moins dans sa profession de foi, se réfère le plus aux problèmes internationaux. « Un monde à refaire ? ... Et si on commençait chez nous » écrit-elle en gros caractères au dessus de la reproduction stylisée d'une planisphère. Comme d'autres candidats elle évoque la crise. « La crise ... 23 millions de chômeurs dans les pays occidentaux. Des gouvernements de plus en plus réactionnaires – Margaret Thatcher, Reagan – qui ne font que l'aggraver. Et en France ? Aujourd'hui il y a un chômeur de plus toutes les trois minutes. À ce rythme il y aura trois millions de chômeurs en France à la fin du prochain septennat ». Comme Arlette Laguiller, elle refuse « le socialisme défiguré ». Comme Brice Lalonde, elle est hantée par la misère et la faim. Elle cite les 50 millions de personnes – « la population de la France » – qui meurent de faim chaque année dans le monde. Elle propose un « non-alignement positif ». Solidaire des déshérités, elle veut lutter contre les inégalités « chez nous et dans le monde ». Elle refuse la fatalité de la guerre et elle se prononce pour un désarmement nucléaire

22. *Le Monde*, 19-20 avril 1981.

unilatéral et pour la défense populaire. « En France les hommes du Président liés à ceux des multinationales, contrôlent tout, décident de tout, font la loi. À l'Est comme à l'Ouest, la démocratie est encore à conquérir. Lutter pour la liberté, c'est lutter pour le vrai socialisme... »

Ces quelques indications sur les idées générales des candidats montrent que leur analyse de la politique étrangère de la France et leurs propositions pour l'avenir sont strictement liées aux fonctions qu'ils assumaient antérieurement et à leur place sur l'échiquier politique et idéologique de la France. Le libéral Valéry Giscard d'Estaing veut rassurer et défendre un bilan qu'il estime largement positif, les trois candidats d'obédience gaulliste cultivent la nostalgie de la politique mise en oeuvre autrefois par le Général de Gaulle et Georges Pompidou; pour eux le malheur de la France a commencé en 1974 et encore plus en 1976 après la démission de J. Chirac comme Premier Ministre. Comme Valéry Giscard d'Estaing, François Mitterrand doit rassurer en critiquant et en dosant habilement les promesses de continuité et de changement. Fidèle à la tradition socialiste, il incarne la générosité et la justice, il en appelle même dans sa profession de foi à « la conscience universelle ». Se présentant comme le seul et véritable candidat anti-Giscard, Georges Marchais doit défendre la souveraineté et l'indépendance de la France sans se séparer de Moscou et tout en se montrant meilleur socialiste que François Mitterrand. Se situant au-dessus des partis, Brice Lalonde s'en prend surtout aux conséquences écologiques de l'exploitation effrénée de la planète. Arlette Laguiller et Huguette Bouchardeau luttent pour un autre socialisme que celui de la gauche traditionnelle, elles appellent à la lutte contre la misère et la faim, contre la guerre et l'armement nucléaire. Les candidats à l'élection présidentielle étaient trop nombreux et leurs approches de la politique étrangère trop hétérogènes pour susciter entre eux un débat fructueux sur un thème considéré comme peu mobilisateur.

## II — LES THÈMES DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE DANS LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE

### A — Les critiques contre le mondialisme de Valéry Giscard d'Estaing

Les adversaires de Valéry Giscard d'Estaing critiquent globalement la conception d'ensemble de sa politique étrangère ainsi que ses différents domaines d'application. Sur le plan général, ils s'en prennent surtout au « mondialisme » prôné dès le début du septennat par le nouveau Président. Au nom de la nécessaire solidarité entre les peuples et de l'interdépendance croissante entre tous les pays du monde, Valéry Giscard d'Estaing suscite des initiatives importantes comme le dialogue Nord-Sud (1975), le dialogue euro-arabe, bientôt suivi du trilogue (Europe, Afrique, pays arabes). La France lance des idées et déploie de nombreux efforts sur la scène internationale mais les effets ne sont pas toujours évidents. Les conflits d'intérêt, les luttes idéologiques et les rapports de force inégaux bloquent souvent les projets de Paris. La France a-t-elle les moyens d'une politique aussi ambitieuse? Peut-elle rester en bons termes avec les principales puissances et imposer ses solutions, en liaison avec ses alliés, sur tous les grands problèmes du monde? Ne risque-t-elle pas de se disperser inutilement sans obtenir de résultats concrets?

Les gaullistes s'irritent de ce qu'ils considèrent comme une inconstance et un manque de volonté. Devant ses comités de soutien, Michel Debré déclare le 10 janvier 1981: « La France, présentement, vogue. Quand le plus fort apparaît, l'Amérique, elle se range aux côtés de l'Amérique: l'on va à la Jamaïque et l'on y cède tout. Quand le plus fort apparaît, la Russie, on se range du côté de la Russie et l'on se fait l'avocat de l'agresseur. Quand le plus fort apparaît, le Japon, on s'en va à Tokyo et l'on abandonne l'industrie française et l'ouvrier français. Quand le plus fort apparaît, le gouvernement de Mme Thatcher, on lui accorde tout ce qu'elle demande et l'on sacrifie sans remords, le paysan, le pêcheur et le contribuable français. Quand le plus fort apparaît, l'ayatollah Komé Khomeiny, on le courtise ... Quand le plus fort apparaît, la Lybie, on abandonne celui qu'on soutenait hier au Tchad et le Tchad lui-même.. Ce n'est pas ainsi que la France doit se conduire dans ce monde désormais difficile et dangereux ».

Jacques Chirac ne manque pas de renchérir sur le thème de l'« affaiblissement » et de la « dégradation » de la position de la France dans le monde. Dans un débat télévisé sur la chaîne française TF1 le 17 février 1981, repris dans *Le Monde* du 19 février, il procède de la même manière que Michel Debré, à partir d'exemples empruntés à la coopération avec l'Allemagne fédérale, l'Inde, l'URSS et la Chine. Il ajoute: « Nous devons avoir une politique beaucoup plus ferme. Et qui soit surtout fondée sur une véritable idée de ce que nous sommes, et affirmée à tous, quels qu'ils soient, dans les mêmes termes ». Jacques Chirac renouvelle ses attaques à la télévision le 9 mars: « Je n'ai pas du tout été formé par des hommes qui lançaient des paroles en l'air et puis qui attendaient que ça retombe en pluie fine et qu'il ne se passe rien. Ce petit jeu discrédite la France. Et ça ce n'est pas acceptable. Si aujourd'hui la France dans le monde est affaiblie, si sa voix n'a plus l'autorité que le Général de Gaulle et Georges Pompidou lui avait rendue, c'est à cause de cette politique, à cause de cette incapacité à avoir une idée ferme à soutenir, c'est à cause des concessions et des compromis permanents que nous acceptons au détriment de nos intérêts que nous ne défendons plus.. La France a une voix et cette voix a pour vocation d'être entendue, et elle ne l'est plus parce que nous n'avons plus la force de la faire entendre. Il faut nous la rendre ». Jacques Chirac résume en une phrase ses appréhensions: « J'observe que dans cette étonnante diplomatie du pendule qui est la nôtre et qui consiste à aller une fois d'un côté une fois de l'autre, nous sommes toujours d'accord avec nos interlocuteurs, et c'est ça qui m'inquiète beaucoup ».

La remise en cause de la diplomatie giscardienne se poursuit de réunion en réunion par le Maire de Paris. Ainsi à Strasbourg le 27 mars: « Depuis quelques années notre politique étrangère se réduit à la quête d'un bon voisinage universel. Notre pays n'a que faire des amitiés de façade ou des convergences de circonstance. Il doit avoir des préférences et les proclamer »<sup>23</sup>. Jacques Chirac confie au *Figaro*<sup>24</sup>: « Et si les succès extérieurs que la France a recueillis depuis quelques années apparaissent aussi notoirement insuffisants c'est parce que le style fut préféré à la substance, le spectaculaire au durable, les apparences à la réalité ». Une bonne et

23. *Le Monde*, 29 mars 1981.

saine diplomatie se juge à ses résultats et non à l'admiration qu'elle suscite dans l'opinion publique. Jacques Chirac veut convaincre et non séduire, être pris au sérieux au lieu d'être aimé.

Paradoxalement les candidats de gauche sont moins massifs dans la condamnation globale de la politique étrangère de Valéry Giscard d'Estaing. Dès l'été 1980, François Mitterrand dénonçait la politique qui veut plaire à tout le monde. « Nous avons une politique étrangère qui s'efforce avant tout de plaire à l'interlocuteur du moment, et plus encore s'il est puissant, quand il ne s'agit pas simplement de plaire à l'opinion publique française. C'est une politique étrangère sans idées générales, sauf une: épouser les circonstances »<sup>25</sup>. Dans un entretien avec *France Soir*<sup>26</sup>, François Mitterrand reproche à Valéry Giscard d'Estaing sa passivité sur les SS-20 soviétiques et sa position sur le Moyen-Orient. Puis la liste des griefs s'allonge: « Je déplore les incertitudes de notre politique en Afrique, ses rododromes dans l'affaire du Tchad, son double jeu à propos de l'Afghanistan, ses négligences dans la défense des droits de nos pêcheurs et de nos agriculteurs au sein du Marché Commun, ses faiblesses face à Mme Thatcher, son cynisme lors des ventes d'armes au Chili de Pinochet, son effacement dans l'affaire du Salvador. Je regrette qu'une bonne idée comme la conférence Nord-Sud ait avorté. On a l'impression que ça marche à la petite semaine ». Ce bilan critiquable faisait partie des « sept ans de malheur » que le candidat socialiste stigmatisait à ses réunions. Comme en écho à Michel Debré, Michel Crépeau se demandait ironiquement après une intervention télévisée du Président de la République consacrée à la politique étrangère: « Mais qui écoute encore la voix d'un président qui épouse le langage de ses interlocuteurs successifs? »<sup>27</sup>. Michel Jobert, ancien ministre des affaires étrangères de Georges Pompidou dans le même sens quand il estime que Valéry Giscard d'Estaing pratique « une politique à la fois naïve et rouée » et que la France n'a jamais été « plus alignée, alignée sur l'Union soviétique, alignée sur les États-Unis »<sup>28</sup>.

L'accusé N°1, Valéry Giscard d'Estaing, s'est naturellement insurgé de façon véhémement contre ces procès d'intention. À ceux qui lui reprochent « l'incertitude » et le « le flou », il répond à la télévision le 27 janvier 1981: « C'est qu'ils ont du mal à comprendre que le rôle de la France est d'entretenir un dialogue avec l'ensemble des grands responsables du monde.. Si la France parlait à une seule puissance, elle serait un pays aligné ». Interrogé sur son « irrésolution » il réplique vivement: « Oh! je vous en prie! De la part d'un pays qui a la première production d'indépendance énergétique du monde, qui est le seul pays, le seul, à être intervenu en Afrique pour s'opposer à la déstabilisation de l'Afrique, à être intervenu avec des risques considérables, y compris pour le Président de la République, au moment de Kolwezi. De la part d'un pays de l'Occident qui fait le plus grand effort pour sa défense et qui a la défense la plus forte qu'il n'a jamais eue – alors je vous en prie... »<sup>29</sup>. Valéry Giscard d'Estaing s'en prend aussi à l'idée selon laquelle la

24. *Le Figaro*, 16 avril 1981.

25. *Le Monde*, 31 juillet 1981.

26. *France Soir*, 22 avril 1981.

27. *Le Monde*, 29 janvier 1981.

28. *Ibid.*, 25 mars 1981.

29. *Le Monde*, 29 janvier 1981.

politique étrangère serait le « domaine réservé » du Président. Il note qu'il ne s'est jamais opposé à un débat au Parlement sur la politique étrangère et que toutes ses décisions ou initiatives sont prises après consultation étroite du Premier Ministre, du Ministre des Affaires Étrangères et du gouvernement.

Le 12 avril, se considérant désormais seul face aux neuf candidats « anti Giscard », Valéry Giscard d'Estaing s'en prend aux critiques qui visaient « non seulement le Président de la République mais aussi la France. Au cours de deux émissions importantes, deux candidats importants ont porté sur la politique étrangère de la France des critiques dans des termes qui ont heurté l'opinion publique ». <sup>30</sup> Il faisait allusion aux déclarations de François Mitterrand sur le voyage de Valéry Giscard d'Estaing à Varsovie (« Il fallait bien que le voyage à Varsovie puisse recevoir un salaire ». Il s'en prenait aussi à l'émission du 9 mars dans laquelle Jacques Chirac accusa le Président de la République de ne pas avoir réagi assez tôt après l'intervention soviétique en Afghanistan (« C'est une honte de s'être tu pendant trois semaines »). Dans une réunion à Dax, Valéry Giscard d'Estaing se dit « scandalisé de la légèreté avec laquelle les autres candidats traitent des problèmes de sécurité de la France dans les années à venir ». Il jugea sévèrement les critiques vis à vis du Président de la République, exprimées « de la façon la plus libre et parfois de la façon la plus dévergondée au cours des mois précédents » <sup>31</sup>.

Valéry Giscard d'Estaing réaffirme avec force la signification de l'idée de paix dans sa politique étrangère. Il faut que la France vive en paix pour qu'elle puisse jouer un rôle dans le monde et « se porter en avant ». « La paix pour moi, ce n'est pas la facilité, ce n'est pas de la résignation, C'est la paix dans la sécurité et dans la dignité » <sup>32</sup>. La recherche de la paix consiste à étudier « toutes les possibilités de règlement des problèmes avant que leur solution ne devienne catastrophique » <sup>33</sup>. Le Président considère que son concept de paix est crédible car il s'accompagne d'un effort important en matière de défense. « Le dialogue et la fermeté sont complémentaires. Ceux qui confondent le dialogue et l'abandon sont ceux pour qui la fermeté n'est que rhétorique. Nous sommes la troisième puissance militaire du monde. Notre effort de défense est le plus important d'Europe.. Le dialogue a une finalité précise. Il importe que nos interlocuteurs sachent exactement ce que nous pensons et ce que nous voulons, et que nous sachions ce qu'ils pensent et ce qu'ils veulent. Dialoguer ce n'est ni céder, ni accepter les vues des autres. En permettant de mieux connaître, en permettant d'avertir clairement, le dialogue peut permettre de prévenir. Qui oserait dire que quand il s'agit de la paix du monde et de la survie de l'Europe, il faut renoncer à parler? ».

Un journaliste du *Parisien Libéré* <sup>34</sup> demande au Président quelle image il souhaiterait laisser dans l'histoire de la France après quatorze ans de pouvoir, s'il était réélu pour un second mandat. Il répond: « L'image de quelqu'un qui a maintenu la France en paix d'abord ».

30. *Le Monde*, 14 avril 1981.

31. *Ibid.*, 22 avril 1981.

32. *Ibid.*, 29 janvier 1981.

33. *Le Figaro Littéraire*, 28 février 1981.

34. *Le Parisien Libéré*, 8 mai 1981.

## B — Les relations franco-allemandes

Contrairement à la campagne électorale française pour le Parlement Européen en 1979, les élections de 1981 n'ont pas suscité d'antigermanisme de la part des candidats à la présidence de la République, des partis politiques ou de la presse. Héritage de la IV<sup>e</sup> République, la politique de coopération franco-allemande, relancée avec éclat par le Général de Gaulle, poursuivie par Georges Pompidou, est devenue un des axes de l'action diplomatique de Valéry Giscard d'Estaing, comme celui-ci le souligna lors du débat télévisé du 27 janvier: « La France et l'Allemagne fédérale constituent le noyau de l'organisation de l'Europe. Ce ne sont pas des rapports exclusifs, mais la réconciliation franco-allemande a marqué l'histoire de l'Europe pendant les dernières dizaines d'années. Nous avons une coopération très étroite avec l'Allemagne fédérale. Cette coopération n'a connu aucune modification dans la période récente.. Au contraire le noyau franco-allemand reste et restera le noyau central de l'Europe ». <sup>35</sup> Dans le bilan de son septennat, le Président soulignait que cette coopération est exemplaire en Europe et qu'elle contribue à la consolidation et au progrès de la construction européenne. Comme exemple de cette coopération il citait la construction des avions AIRBUS, la coopération technologique (fusées Ariane, satellites de télécommunication) et la coopération politique illustrée notamment par les deux déclarations franco-allemandes de février 1980 et 1981.

Cette donnée de la politique extérieure française est admise par l'opinion et ne semble pas devoir être remise en cause tant elle s'impose comme une nécessité. L'Allemagne fédérale inspire confiance. Dans un sondage de la SOFRES <sup>36</sup> les Français étaient invités à dire lequel parmi cinq pays leur inspirait confiance en matière de politique étrangère. La République fédérale d'Allemagne venait nettement en tête (plutôt confiance: 50%; plutôt pas confiance: 21%, sans opinion: 29%). Suivaient loin derrière la République fédérale, les États-Unis (plutôt confiance: 37%), la Grande-Bretagne (28%), la Chine (24%) et l'URSS (12%).

Tout au long de son septennat Valéry Giscard d'Estaing a cherché à mettre au point des actions communes avec la République fédérale et il s'est inspiré de son exemple sur le plan économique. Une de ses préoccupations constantes a été de rattraper, voire de dépasser l'Allemagne. Il confie à *L'Express* <sup>37</sup>: « Au fond, la référence pour moi, sans avoir l'obsession des modèles, c'étaient nos voisins immédiats, dont l'Allemagne fédérale ». Le Président de la République prend même la défense de l'Allemagne quand les journalistes prêtent à celle-ci des tentations neutralistes. Sans nier les divers courants qui cohabitent dans l'opinion publique allemande il se dit « convaincu que la grande majorité de la population allemande n'est pas neutraliste » <sup>38</sup>. Quand des journalistes l'interrogent un mois plus tôt sur « la loyauté et la solidité du partenaire allemand » il répond sans hésiter: « Je n'ai aucun doute » <sup>39</sup>.

35. *Le Monde*, 29 janvier 1981.

36. *Le Nouvel Observateur*, 9 mars 1981.

37. *L'Express*, 10 mai 1981.

38. *Le Figaro Littéraire*, 28 février 1981.

39. *Le Monde*, 29 janvier 1981.

Se définissant lui-même comme un « libéral inguérissable », Valéry Giscard d'Estaing ne s'est pas converti aux principes de la social-démocratie malgré son étroite coopération avec Helmut Schmidt. Il s'en explique dans *Le Figaro Littéraire*<sup>40</sup> : « Le libéralisme avancé se distingue fondamentalement de la social-démocratie car son objectif principal n'est pas le même. Pour le libéralisme avancé, l'objectif fondamental, c'est la liberté dans tous les domaines. Tandis que le but de la social-démocratie est une organisation semi-collectiviste de la société. Entre une société orientée vers la social-démocratie et une société orientée vers le libéralisme avancé, il peut y avoir des points communs, mais les différences sont considérables ». Bien qu'il ne porte pas « un jugement négatif sur la social-démocratie »<sup>41</sup> ; Valéry Giscard d'Estaing constate que François Mitterrand n'est même pas « un social démocrate puisque le projet socialiste n'est pas social-démocrate ». D'ailleurs ajoute-t-il non sans une pointe de perfidie, je peux vous dire que les sociaux-démocrates européens ne le considèrent pas comme tel ».

Pendant la campagne électorale Helmut Schmidt ne fit pas mystère de sa préférence pour le candidat Valéry Giscard d'Estaing. L'annonce d'un emprunt franco-allemand avait « incontestablement un arrière goût électoral »<sup>42</sup>. Le projet avait été mis au point à Bonn le 2 avril entre Raymond Barre et Helmut Schmidt. Il fut rendu public par Valéry Giscard d'Estaing le 8 avril à son quartier électoral de la rue de Marignan mais une fuite à Bonn quelques jours auparavant en avait déjà révélé l'existence. Décidée sur l'initiative de la France, cette action concertée franco-allemande prévoyait le lancement simultané d'emprunts d'un montant global de 5 milliards d'ÉCUS (30 milliards de francs), dans les dix huit mois à venir sur les marchés internationaux des capitaux. La part de la France – 15 milliards de francs – devait être affectée à un fonds spécial d'investissement pour l'emploi et permettre de financer à des conditions avantageuses des programmes visant à économiser l'énergie, à accroître la productivité et à promouvoir les techniques de pointe.

Interrogé au cours d'une émission de radio sur cet emprunt, François Mitterrand déclara qu'il ne croyait pas « qu'il était vraiment nécessaire d'accroître l'endettement extérieur de la France qui est déjà lourd ». Faisant allusion à l'emprunt Giscard 1973 il ajouta : « J'observe avec intérêt mais je garde quelque méfiance ». Dans un entretien avec *Le Monde*<sup>43</sup>, Jacques Delors, encore Président de la commission économique et monétaire du Parlement Européen, regretta les « évidentes motivations électoralistes » d'une opération qui « illustre l'état malheureux de l'Europe ». « Autrement dit les gouvernements allemands et français renforcent cette impuissance en se rabattant sur des « coups » faits à deux, alors qu'une action concertée à dix aurait eu un effet plus large et plus soutenu quand on sait que les pays européens échangent entre eux la moitié de leur commerce extérieur ».

40. *Le Figaro Littéraire*, 28 février 1981.

41. *Ouest France*, 22 avril 1981.

42. *Le Monde*, Éditorial du 10 avril 1981.

43. *Le Monde*, 10 avril 1981.

L'hostilité la plus vive vient de Georges Marchais, il s'appuie sur quatre raisons : « Première raison : cet emprunt a pour objectif véritable de développer les restructurations capitalistes. Il veut dire : encore davantage de casse, davantage de démantèlements, davantage de chômage. Deuxième raison : qui emprunte s'endette. Il faudra payer les intérêts... Troisième raison : emprunter à l'étranger est d'autant plus intolérable que les patrons français regorgent, multiplient leur profits, spéculent et exportent leurs capitaux .. Quatrième raison : un emprunt franco-allemand de ce type, c'est une nouvelle atteinte à notre indépendance nationale ». <sup>44</sup>

Au lendemain de la victoire de François Mitterrand sur Valéry Giscard d'Estaing, le gouvernement français annonça, le 13 mai 1981, la suspension de l'emprunt franco-allemand. Il laissait au futur gouvernement le soin de se prononcer sur l'avenir et sur les modalités de ce projet. Malgré les aspects électoralistes de la décision du 8 avril, il convient de souligner que l'emprunt franco-allemand n'a pas tourné à la polémique contre le gouvernement de Bonn – ce qui, en d'autres périodes, aurait facilement pu se produire.

Une des explications à la modération des réactions socialistes est que François Mitterrand, de son côté, ne cachait pas le soutien que lui apportaient publiquement Willy Brandt et l'Internationale Socialiste. Au couple Giscard-Schmidt s'opposait en quelque sorte le couple Mitterrand-Brandt. Le 4 février 1981 François Mitterrand reçut à Paris le soutien du groupe socialiste du Parlement Européen et celui très remarqué du SPD. Les 5 et 6 mars 1981, le candidat socialiste refit le trajet de sa tentative d'évasion d'Allemagne en 1941 quand il était prisonnier dans un stalag de Thuringe – une façon de montrer à Valéry Giscard d'Estaing que lui aussi avait fait la guerre et à Georges Marchais qu'il n'y avait pas de doutes sur les conditions dans lesquelles il avait séjourné en Allemagne pendant la guerre ! L'absence de réactions négatives aux liens entre François Mitterrand et Willy Brandt est aussi un signe de la normalisation des rapports franco-allemands. Désireux de resserrer les liens entre la France et la République fédérale, François Mitterrand ne manquait pas d'expliquer chaque fois qu'il n'était pas question d'un axe Paris-Bonn <sup>45</sup>.

### C — La Communauté Européenne

Au cours de la campagne électorale, Valéry Giscard d'Estaing s'est présenté en Européen qui a fait progresser la construction communautaire tout en défendant les intérêts nationaux. Plusieurs initiatives importantes ont marqué son septennat (création du Conseil Européen en 1974 et du Système Monétaire Européen entré en vigueur en décembre 1978). Contrairement au Général de Gaulle et à Georges Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing a accepté le principe de l'élection au suffrage universel du Parlement Européen, élu pour la première fois en 1979. La France a accepté l'entrée de la Grèce dans le Marché Commun, elle apporte aussi son soutien, non sans hésitations, à la candidature du Portugal et de l'Espagne; l'élargissement ne doit pas être cause d'affaiblissement, aussi candidature doit-elle

44. *Ibid.*, 11 avril 1981.

45. *Le Monde*, 8 mai 1981.

être examinée en fonction des problèmes posés. Valéry Giscard d'Estaing inscrit également à son crédit le fait que l'Europe fasse mieux entendre sa voix que par le passé dans le monde, grâce à ses prises de position sur le Proche-Orient, l'Afghanistan et la Pologne. Les Accords de Lomé de 1975, renouvelés le 31 octobre 1979, s'ajoutent à ce bilan positif.

Dernière satisfaction pour le Président de la République: les Ministres de l'Agriculture des Dix se mirent d'accord dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 avril sur le niveau des prix agricoles de la Communauté. Ces prix augmentent en moyenne de 9,4% (+ 12,2% en France, compte tenu de l'aménagement monétaire qui a suivi la dévaluation de la lire). Les montants compensatoires monétaires allemands sont réduits de 8,6% à 3,2%, ceux de Benelux sont ramenés à zéro. La fixation des prix agricoles à la date prévue du 1<sup>er</sup> avril représentait indéniablement un succès pour Valéry Giscard d'Estaing, elle manifestait aussi la solidarité politique des gouvernements européens à son égard. La réduction des montants compensatoires par la République fédérale, souvent critiqués en France, constituait une marque de manifestation de l'entente franco-allemande qui devait jouer plus tard avec l'annonce du lancement d'un emprunt commun.

Peu présent dans la campagne, le thème européen n'a pas suscité de grandes polémiques comme cela fut parfois le cas à d'autres élections. La faible participation électorale lors de la consultation européenne de juin 1979 prouvait que l'Europe n'était pas très mobilisatrice. Valéry Giscard d'Estaing n'a guère eu de difficultés à défendre son bilan. Il a renouvelé ses prises de position favorables au maintien de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun et à l'entrée de l'Espagne et du Portugal. Il a cependant exigé que la Grande-Bretagne accepte les règles communautaires et ne demande pas la modification des dispositions du Traité de Rome. Pour l'Espagne et le Portugal, la France « amie et voisine des pays latins » ne pouvait pas prendre une position négative quand tous les autres pays de la CEE se montraient favorables. Mais le Président exigea une négociation très attentive, une longue période de transition et une garantie pour les productions méditerranéennes de la France.

Les très vives critiques de Jacques Chirac contre la politique européenne s'adressaient moins à Valéry Giscard d'Estaing qu'à la construction européenne elle-même. Dans *Le Figaro* il estime que cette construction se trouve dans une voie sans issue, compliquée encore davantage par l'élargissement. Les traités de Rome ont la faiblesse de ne pas avoir clairement choisi entre l'Europe faite à partir des États et l'Europe qui se ferait contre les États en les vidant de leur autorité. L'élection du Parlement Européen est qualifiée d'« inutile », elle ne fait qu'ajouter au désordre. Les intérêts des pays membres sont trop divergents et les égoïsmes trop affirmés. La seule Europe qui existe, l'Europe agricole, vole en éclats. Pour Jacques Chirac cette Europe « non seulement piétine, mais elle régresse »<sup>46</sup>, aussi propose-t-il une révision des institutions et des procédures communautaires. Il veut revoir et renégocier l'ensemble des mécanismes, là où les autres candidats (Valéry Giscard

46. *Le Monde*, 29 mars 1981.

d'Estaing et François Mitterrand) se contenteraient d'ajustement. Le thème de la protection du marché est présent dès le début de la campagne. Le RPR l'avait lancé avec insistance dans un livre de Jean Méo, Michel Debré le reprend régulièrement en affirmant: « Le choix n'est plus entre protection et absence de protection, mais entre protection européenne et protection nationale ». François Mitterrand lui-même évoque la nécessaire reconquête du marché intérieur.

Le candidat socialiste ne s'est pas livré à une critique systématique de la politique européenne sachant que celle-ci est assez bien acceptée. Il a surtout exposé les grands principes de sa philosophie européenne et les domaines dans lesquels les transformations seraient possibles. Le discours qu'il prononça le 4 février 1981 à Paris devant le groupe socialiste du Parlement Européen est à cet égard significatif. Se présentant comme un « Européen convaincu », il souligna que « le salut et l'avenir nous appartiennent ensemble, au risque de nous être refusés à chacun ». Il tient à un juste équilibre entre les droits nationaux et les obligations communautaires: « Cette construction doit être compatible avec la volonté d'être soi-même et avec la possibilité d'affirmer les droits de nos pays et la pérennité de nos patries ». Il se prononce pour une progression sage, à partir des réalités et il reconnaît qu'il ne peut y avoir d'identité des socialistes des dix pays sur tous les points. Dressant l'inventaire des domaines dans lesquels il est possible de progresser, il cite la politique commerciale de la CEE, qui ne protégea pas assez la production des pays membres, la trop grande puissance des firmes multinationales; il regrette l'insuffisance du contrôle qui est exercé sur elles, comme cela apparaît dans le cadre de la politique industrielle. Il ne veut pas que la CEE devienne une zone de libre-échange et il se prononce pour des politiques sociales et régionales audacieuses. Une fois encore l'autonomie des pays membres est soulignée: « Les socialistes veulent des politiques communes, dans le respect des politiques de chacun des pays membres, c'est à dire sans atteindre les possibilités de chacun de défendre ses intérêts supérieurs ... Chacun de nous a l'orgueil de son pays: il faut avoir l'ambition de sa propre histoire ». François Mitterrand dit sa conviction en l'Europe socialiste: « Il n'y aura d'Europe que si les socialistes y occupent une place éminente ».

Dans son duel télévisé avec Valéry Giscard d'Estaing, le 5 mai<sup>47</sup>, le candidat socialiste se prononça clairement pour le maintien de l'Europe des Dix mais il exprima le souhait que « notre diplomatie face à la Grande-Bretagne soit plus vigilante ». Il reprocha à son adversaire de ne pas l'avoir été suffisamment dans l'affaire des moutons, des pêcheurs et des prix agricoles. Sans s'opposer à l'élargissement à l'Espagne et au Portugal, il rappela qu'il avait, bien avant Valéry Giscard d'Estaing, posé divers préalables économiques, agricoles et industriels à caractère régional. À une question de l'hebdomadaire *Le Point*<sup>48</sup> « Croyez-vous au déclin de l'Europe occidentale? » Valéry Giscard d'Estaing répond brièvement: « Démographiquement elle n'aura plus demain l'importance qu'elle avait au XVIII<sup>e</sup> siècle. Technologiquement et intellectuellement, elle restera, si elle le veut, l'un des moteurs de cette planète ». François Mitterrand donne une réponse plus ample où les

47. *Le Monde*, 7 mai 1981.

48. *Le Point*, 2 mai 1981.

principes généraux se mêlent à quelques idées sur la façon de « redonner à l'Europe un nouveau souffle ». L'Europe peut sortir la première de la crise grâce à ses moyens (intelligence, ressources naturelles, vitalité, industrie, culture), mais il manque actuellement une finalité, une volonté de relever les défis, de concevoir un projet de civilisation. « Mon ambition est de contribuer à redonner à l'Europe un autre souffle et de lui proposer quelques autres missions mobilisatrices : nouveaux programmes communs de recherche, nouvelles réalisations technologiques communes, préservation de nos patrimoines culturels, maîtrise de notre indépendance intellectuelle face à l'apparition des technologies nouvelles .. « Il invite aussi l'Europe à « se porter à l'avant garde de nouvelles relations avec le tiers monde ».

Georges Marchais est moins nuancé que François Mitterrand. Il condamne en bloc ce qui a été réalisé, il refuse « la tutelle allemande », il s'oppose catégoriquement à l'élargissement de la CEE, présenté selon lui comme « une action de défense nationale »<sup>49</sup>. Georges Marchais reconnaît que l'Europe existe, les communistes l'ont combattue, mais en gens réalistes ils doivent s'en accommoder. Maintenant il faut la transformer. « Passer d'une Europe au service des grands monopoles capitalistes à une Europe au service des travailleurs et des États qui en sont membres, dans l'intérêt bien compris des uns et des autres »<sup>50</sup>. Dans une émission de télévision il résume son point de vue : « Premièrement la France doit rejeter les plans supranationaux de démantèlement industriel, tels que les plans Davignon pour l'acier, les chantiers navals, ou, maintenant l'automobile. Deuxièmement la France doit lutter pour modifier la politique agricole commune et cela en préservant la liberté de décision nationale. Pas de Diktat de Bruxelles ! Troisièmement la France doit refuser toute extension des pouvoirs de l'Assemblée Européenne. C'est à l'Assemblée Nationale, à Paris que doivent se décider les affaires de la France. Quatrièmement, la France doit repousser l'élargissement du Marché Commun. Telle est notre politique ». Avec l'élargissement de la CEE, le patronat accroîtrait ses profits, il utiliserait une main-d'oeuvre à bon marché dans des pays où les avantages sociaux sont inférieurs à ceux de la France. L'Espagne et le Portugal deviendraient aussi des concurrents redoutables pour la France dans certains secteurs économiques. Sur la question des travailleurs immigrés la position de Georges Marchais ne manque pas de clarté : « Nous sommes opposés à la venue de nouveaux travailleurs immigrés en France, et cela quelque soit leur nationalité, car il y a aujourd'hui deux millions de chômeurs en France, Français et immigrés »<sup>51</sup>.

#### D — Rapports avec les États-Unis et l'Alliance atlantique

Le thème des rapports avec les États-Unis a été singulièrement absent dans la campagne électorale, malgré les nouvelles orientations diplomatiques de l'administration Reagan et les taux d'intérêt américains très élevés. Dans le bilan de la politique étrangère de la France, Valéry Giscard d'Estaing a souligné la continuité de l'indépendance et de la défense françaises depuis 1966. « Le gouvernement a

49. *L'Humanité*, 6 avril 1981.

50. *Ibid.*, 7 avril 1981.

51. *Idem.*

maintenu l'entière liberté de décision que la France a recouvré en 1966 en sortant de l'organisation militaire intégrée de l'OTAN. Elle a refusé toute subordination des forces nationales à un commandement étranger, toute base ou toute installation étrangère sur le sol national, tout arrangement qui remettrait en cause son indépendance de décision. La France de Valéry Giscard d'Estaing se veut ni neutre ni neutraliste car elle se définit comme une démocratie de liberté solidaire de ceux qui partagent les mêmes valeurs. Le Président rappelle que la France reste fidèle à l'Alliance, indispensable à l'équilibre des forces en Europe et dans le monde. Il ne cache pas que si les clauses de cette alliance étaient en jeu, elle remplirait intégralement ses obligations. La France a été la principale inspiratrice de la déclaration d'Ottawa (juin 1974).

Si Valéry Giscard d'Estaing a « un préjugé favorable » à l'égard de M. Reagan, François Mitterrand désire pour sa part vivre « en bonne entente » avec les États-Unis, mais il ajoute : « Je n'accepte pas que mon allié, l'Amérique, veuille détruire le Marché Commun. Je n'accepte pas de payer, par l'abandon du Salvador et du Nicaragua, une volonté de fixation sur ces pays que lui permettrait en quelque sorte de faire le pendant à l'Afghanistan »<sup>52</sup>. Le candidat socialiste demande aussi une définition plus claire du contenu de l'Alliance – qu'il s'agisse des obligations réciproques ou du degré d'automatisme. Même Georges Marchais s'accommode de l'Alliance et bien qu'il critique les mesures de Valéry Giscard d'Estaing qui tendraient à lier de plus en plus la défense nationale française à l'OTAN. Le candidat communiste reproche au Président de la République d'accepter la course aux armements, de prendre position en faveur de la bombe à neutrons, et d'accepter l'installation des fusées américaines en Europe<sup>53</sup>.

## E — Défense et désarmement

Dressant le bilan de la campagne avant le premier tour de l'élection présidentielle, l'hebdomadaire *Le Point*<sup>54</sup> constatait que les questions de défense avait été étrangement absentes du débat bien que des problèmes importants avaient été évoqués comme les fusées soviétiques SS-20, le rôles des sous-marins nucléaires français, l'avenir de la force de dissuasion. « Probablement parce que tout le monde a accepté l'orientation générale de la politique de défense du Président ».

Valéry Giscard d'Estaing pouvait effectivement souligner que la France consacre un effort important à sa sécurité qui absorbe près de 20% du budget de l'État. La dissuasion nucléaire est demeurée la clé de voute de notre système de défense. Elle a bénéficié au cours du septennat de la priorité des efforts d'équipement, d'études et de recherches. Dans le même temps l'équipement des forces terrestres, aériennes et maritimes, a été modernisé. La modernisation des forces d'intervention, le maintien du service militaire à douze mois et la réaffirmation d'une défense indépendante font partie de ce bilan. Le chef de l'État a assuré à la défense française

52. *Le Monde*, 21 avril et 8 mai 1981.

53. *L'Humanité*, 16 avril 1981.

54. *Le Point*, 18 avril 1981.

les moyens de rester crédible en veillant à la croissance des crédits de défense et en acceptant aucune impasse en matière d'armement. La fierté de Valéry Giscard d'Estaing était de pouvoir affirmer que la France, devenue la troisième puissance militaire du monde, se trouvait à égalité technologique avec les États-Unis et l'URSS, à partir d'une technologie entièrement française.

Les critiques du Président proposaient surtout de faire davantage et mieux ou de prêter plus attention aux équilibres entre les différentes composantes de la défense. Jacques Chirac proposa par exemple de renforcer la dissuasion sous-marine qui est moins vulnérable que les autres. Pour que cinq ou six sous-marins nucléaires lance-missiles soient constamment opérationnels sous les mers il faudrait en construire douze à quinze d'ici à la fin du siècle. Le Maire de Paris attire aussi l'attention sur la nécessité d'assurer des moyens logistiques suffisants aux forces d'intervention. Les suggestions de Michel Debré vont dans le même sens: il faut accélérer le calendrier de la construction des sous-marins et des bombardiers. Marie-France Garaud ne cesse de rappeler que l'indépendance repose sur la libre disposition des armes les plus avancées. Elle veut une force d'intervention souple, efficace et opérationnelle. François Mitterrand se prononce pour la modernisation des forces stratégiques et tactiques françaises, autour de la composante océanique (construction de deux sous-marins nucléaires lance-missiles pendant le septennat) mais sans que la modernisation des forces conventionnelles en souffre. Michel Crépeau pose le problème un peu différemment en constatant que la France est trop petite pour se défendre seule et que l'Europe doit s'unir pour se défendre. Les autres candidats sont pour la dénucléarisation de la défense française et pour la mise en place d'un système de défense populaire. Arlette Languiller propose de transférer les fonds de la défense aux pays en voie de développement! Jacques Chirac se dit ouvert à un aménagement du service militaire et à son éventuelle extension aux femmes, François Mitterrand est favorable à une réduction du service, Michel Crépeau propose une durée de six mois. Brice Lalonde s'intéresse surtout au service civil<sup>55</sup>.

La vente des armes a souvent donné lieu à des déclarations indignées, mais sans qu'apparaissent des solutions de remplacement vraiment crédibles. François Mitterrand affirmait par exemple: « La France pour moi c'est autre chose qu'un marchand d'armes disposé à n'importe quel accord diplomatique pour la défense d'intérêts matériels ... »<sup>56</sup> Un de ses slogans favori est: « La France doit vendre des produits alimentaires plutôt que des armes »<sup>57</sup>. Il exige que les nouveaux critères de vente soient en rigoureuse conformité avec les objectifs de la politique étrangère, notamment à l'égard du tiers-monde. Il refuse de vendre des armes aux gouvernements racistes et fascistes. Valéry Giscard d'Estaing ne connaît pas les mêmes scrupules: « Il est naturel qu'à la demande de nombreux pays, qui ont le besoin vital d'assurer leur sécurité, la France soit conduite à participer à la poursuite de ces objectifs légitimes dans le cadre de sa politique étrangère. Soigneusement pesée dans ses conséquences et dans le cadre d'une réglementation sévère, cette politique d'exportation doit être poursuivie »<sup>58</sup>.

55. *Le Matin*, 24 avril 1981.

56. *Ibid.*, 20 avril 1981.

57. *Le Monde*, 8 mai 1981.

58. *Le Monde*, 8 mai 1981.

Au cours du duel télévisé du 5 Mai 1981, Valéry Giscard d'Estaing insista sur le fait que François Mitterrand n'avait pas voté « un centime de crédit pour la défense de la France depuis 1958, ni aucune des trois lois programmes militaires ». Ces votes auraient été accompagnés d'explications contraires à l'effort de dissuasion atomique. François Mitterrand répondit qu'appartenant à l'opposition, il était hostile à l'ensemble des dispositions budgétaires prises par les gouvernements de la V<sup>e</sup> République. Il ne donna pas de réponse à son contradicteur qui remarquait que le dirigeant socialiste avait voté des textes législatifs sous la V<sup>e</sup> République mais aucun se rapportant à la défense. Une autre divergence apparut entre les deux candidats à la présidence de la République à propos de la bombe à neutrons. François Mitterrand y est défavorable: « C'est une bombe d'une portée assez réduite qui s'inscrit dans une autre stratégie que la stratégie de dissuasion nucléaire ». Valéry Giscard d'Estaing au contraire ne veut pas y renoncer: « La France doit disposer de tous les moyens d'armements modernes pour faire face à tous les types de situations possibles, et en particulier elle ne doit pas prendre de retard ». Georges Marchais refuse la bombe à neutrons; favorable à une défense nucléaire tous azimuts, il propose le maintien en l'état de l'arsenal nucléaire.

Parallèlement à la politique de défense, Valéry Giscard d'Estaing pouvait montrer qu'il n'était pas resté inactif dans le domaine du désarmement, comme en témoigne son discours devant l'Assemblée Générale des Nations Unies (25 mai 1978). N'a-t-il pas proposé la création d'une agence internationale de satellites de contrôle pour que la communauté internationale dispose de moyens efficaces en vue d'un désarmement réel? La France, soutenue par ses Alliés, n'a-t-elle pas présenté un projet de conférence du désarmement en Europe, discuté à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, à Madrid? Cette dernière mesure vise à renforcer la confiance entre tous les pays européens et à réaliser une réduction effective des armements dans l'Europe de l'Atlantique à l'Oural? Le Président sortant se prononce aussi pour la création d'un fonds spécial du désarmement pour le développement. Bien que les socialistes français accordent une grande importance au désarmement, qu'ils veulent global et simultané, François Mitterrand n'a pas été très prolix sur ce thème pendant la campagne électorale. À l'intention des grandes puissances il indique cependant: « Je n'approuve pas qu'une superpuissance additionne les poudrières dans toutes les dictatures du monde: les superpuissances feraient mieux de se hâter vers le désarmement plutôt que de créer de multiples occasions de déclencher des guerres locales qu'elles se contenteront de regarder et d'entretenir »<sup>59</sup> (Déclaration du 5 avril).

Le problème de la politique nucléaire extérieure a donné naissance en septembre 1976 à un Conseil de politique nucléaire extérieur (CPNE) qui, trois mois plus tard, décidait de ne pas autoriser l'exportation d'usines de retraitement. Un communiqué du CPNE, le 17 octobre 1976, indiquait que la France entendait garder la maîtrise de sa politique d'exportations nucléaires et qu'elle ne favoriserait pas la prolifération de l'arme nucléaire. « Elle assurera la sécurité des approvisionnements en combustibles nucléaires des centrales nucléaires fournies par elle et répondra aux

59. *Idem.*

besoins légitimes d'accèsion à la technologie ». Il est regrettable qu'aucun débat de fond ne se soit engagé entre les candidats sur une question aussi importante.

#### F — Relations Est-Ouest (URSS, Afghanistan, Pologne)

En revanche les relations Est-Ouest, et tout particulièrement celles avec l'URSS, très atteintes par l'affaire d'Afghanistan, ont été le point de départ d'une polémique constante qui eut pour conséquence d'occulter tout débat sérieux sur les conditions de la coopération avec les pays de l'Est. Outre la critique générale contre le « mondialisme », on peut dire que le Président de la République a fait contre lui, par la façon dont il traita l'invasion de l'Afghanistan, l'unanimité – factice ou réelle – de la plupart des candidats à la présidence de la République. Ce thème a joué un rôle essentiel dans la mise en cause de la crédibilité du Président sortant.

La position d'ensemble de Valéry Giscard d'Estaing sur les relations Est-Ouest est brièvement exposée dans le bilan « La politique étrangère de la France, 1974-1981 » ; il affirme que la France a poursuivi une politique responsable, volontaire et continue. « Responsable parce que c'est dans le domaine des relations Est-Ouest que se joue la paix ou la guerre, parce que le poids de la France en Europe, son poids dans les relations Est-Ouest lui interdisent d'être passive et de s'en remettre aux autres, c'est à dire en fait aux blocs. Continue et respectée parce qu'elle conduit une politique constante. Dans les relations Est-Ouest elle est un partenaire fiable ». Cette politique repose sur le dialogue et la fermeté. Le dialogue est poursuivi sur le plan bilatéral avec l'Union soviétique et avec chacun des pays de l'Est. Sur le plan multilatéral, dans le cadre des accords d'Helsinki (31 juillet 1975) qui soulignent le non recours à la force et entre les peuples de l'Europe (respect des droits de l'Homme, développement des contacts, rapprochement des familles). La France a fait preuve de fermeté en refusant d'accepter le fait accompli en Afghanistan et en mettant en garde l'Union soviétique à propos de la Pologne.

Dans son intervention télévisée du 27 janvier 1981,<sup>60</sup> Valéry Giscard d'Estaing reconnaissait lui-même que 1980 avait été une année de détérioration de la situation internationale et de la confiance. Renonçant au mot « détente » dans son vocabulaire, il évoque désormais la nécessaire « stabilisation des rapports Est-Ouest ». Cet objectif suppose, selon le Président français, trois conditions : un rapport d'équilibre dans la sécurité, de la retenue et le sens des responsabilités face aux problèmes qui se posent. La stabilisation doit s'appliquer aux relations bilatérales, elle suppose aussi que les rapports d'influence dans le monde ne soient pas modifiés. Dans la perspective giscardienne, la retenue ne signifie pas faiblesse ou complaisance ; la retenue s'impose aussi à l'URSS en Afrique.

Après bien des critiques émises par Marie-France Garaud et Michel Debré sur les relations Est-Ouest en général et sur les rapports avec l'URSS en particulier, Jacques Chirac s'engage dans une attaque massive contre la politique de détente de Valéry Giscard d'Estaing. Ses propos se remarquent d'autant plus qu'ils sont

60. *Le Monde*, 29 janvier 1981.

prononcés dans le cadre d'une grande émission de télévision, le 9 mars 1981<sup>61</sup> : « La détente suppose la fermeté, elle ne suppose pas de compromis. L'un des gestes qui met en cause la détente, c'est le fait, après l'Afghanistan d'aller à Varsovie, c'est le fait de cautionner, c'est le fait de compromettre, c'est le fait de concéder ». Prenant le contrepied des prudences giscardiennes au début de l'invasion, Jacques Chirac qualifie d'« indigne » l'absence de réactions françaises claires et nettes dès le début de l'affaire. C'« est indigne par rapport à ce qu'est et à ce que représente la France, pays des droits de l'Homme ». Le reproche de Jacques Chirac est double : la France a trop attendu dans ses réactions officielles au début de l'invasion et, en allant à Varsovie, Valéry Giscard d'Estaing a « cautionné » l'invasion. Le Maire de Paris se prononce pour une attitude collective ferme contre l'URSS et pour des sanctions économiques, surtout technologiques.

Les mots « indigne » et « honte » tombés au cours de l'émission ne furent pas de nature à apaiser une polémique, envenimée quelques jours plus tard par la publication d'un article de la *Pravda*<sup>62</sup> sur « La France à la veille de l'élection présidentielle ». Son appréciation plutôt élogieuse de l'action du Président sortant fut aussitôt interprétée comme une prise de position soviétique en sa faveur. La *Pravda* écrivait : « En France il a gagné une autorité personnelle en tant qu'homme politique prudent et de sang froid, en particulier dans l'arène internationale où les positions de la France se sont renforcées ces dernières années » (traduction de *L'Humanité*, 16 mars)

François Mitterrand déclare le 16 mars à la télévision sur la deuxième chaîne : « Bien entendu je comprends que la *Pravda*, c'est à dire le gouvernement soviétique, soit content de M. Giscard d'Estaing. Il fallait bien que le voyage à Varsovie puisse recevoir un salaire ». Le candidat socialiste évoqua ensuite le rôle de Valéry Giscard d'Estaing au sommet de Venise au cours duquel il informa les participants d'un prochain retrait partiel des troupes soviétiques stationnées en Afghanistan. Le Président français avait été mis au courant de cette intention (peu suivie d'effets!) trente six heures avant l'ouverture de la rencontre de Venise, par un message de Leonid Brejnev. Avec un art consommé de la mise en scène, François Mitterrand décrivit en ces termes le rôle de Valéry Giscard d'Estaing à Venise : « ... Et tout à coup arrive un petit facteur, ou un petit télégraphiste : c'est M. Giscard d'Estaing, il amène une dépêche dans sa poche, il est le seul à la connaître. Il est tout content naturellement parce que c'est important, et qu'est-ce que dit la dépêche? Là les autres sont émus et un peu mortifiés de ne pas avoir droit aux mêmes secrets ou à la même confiance de M. Brejnev; eh non c'est M. Giscard d'Estaing qui a cette confiance, qui porte le petit télégramme, et il dit: il ne faut rien décider parce que M. Brejnev vient de me dire ou de me faire savoir qu'il allait évacuer l'Afghanistan par petits bouts, quelques divisions, pour montrer sa bonne volonté, mais on y va. C'est sur la base de ce que j'appellerai une tromperie que la conférence occidentale plus le Japon s'est séparée. Tout aussitôt on s'est aperçu qu'on était dupé et on en est resté là. Donc je comprends que la *Pravda* soit contente de M. Giscard d'Estaing »<sup>63</sup>.

61. *Ibid.*, 11 mars 1981.

62. *La Pravda*, 13 mars 1981.

63. *Le Monde*, 18 mars 1981.

Le « salaire » du voyage de Varsovie, le « petit facteur », le « petit télégraphiste », la « tromperie » provoquèrent des réactions indignées de l'Élysée et du Quai d'Orsay. Le porte-parole officiel de Valéry Giscard d'Estaing, Jean-Philippe Lecat, parla de « critiques légères et indignes ». Le Ministre des Affaires Étrangères, Jean François-Poncet, fit publier un communiqué particulièrement vif: « François Mitterrand a parlé de la politique étrangère de la France d'une façon indigne. La grossièreté de son expression, la falsification des faits, la présentation caricaturale des réalités internationales rabaissent le débat à un niveau inacceptable. François Mitterrand a dépassé les limites. Son langage est une insulte pour la France »<sup>64</sup>. Le principal accusé, Valéry Giscard d'Estaing, s'efforça de rétablir les faits, notamment lors d'une émission de télévision le 30 mars, rappelant quelle fut la chronologie des réactions françaises dès l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan, et celles du parti socialiste. Le Président s'indigna des propos de son adversaire pour qualifier la politique extérieure: « Il y a un langage qu'on ne doit pas tenir vis à vis du Président de la République, même si ce langage amuse, car il amuse aux dépens de la réputation de la France à l'extérieur ».

Au cours du face à face télévisé à la veille du second tour de l'élection présidentielle, le voyage de Varsovie fut de nouveau évoqué par les deux candidats. Tout d'abord par François Mitterrand qui condamnait le voyage dans les conditions où il se produisit: « C'était un geste qui cautionnait un acte contraire au droit des gens, au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Tout acte de ce genre est naturellement dommageable pour la paix... Je suis très partisan naturellement d'un accord avec la Russie mais dans la fermeté et non dans une certaine forme de soumission au fait accompli ». On notera la parenté de vocabulaire entre Jacques Chirac et François Mitterrand, pour le premier Valéry Giscard d'Estaing « cautionnait » et « concédait », pour le second il « cautionne » et il « se soumet ».

Le Président de la République rappela qu'il n'avait pas accepté les propos désobligeants tenus par François Mitterrand lorsqu'il commenta de façon sarcastique à la télévision la rencontre de Varsovie. Après avoir évoqué la position du PS, il précisa qu'il était allé à Varsovie plusieurs mois après l'entrée des troupes soviétiques à Kaboul et qu'entretiens ses échanges de message avec Mr. Brejnev laissaient apparaître de grandes hésitations dans la direction soviétique. Il voulait dire à Mr. Brejnev que « les évaluations et les conséquences qui lui avaient été décrites sur l'entrée des forces soviétiques en Afghanistan étaient inexactes », « tout nouveau manquement à la détente entraînerait les conséquences les plus graves dans les relations Est-Ouest ».

Ce n'était pas un fait nouveau que les dirigeants soviétiques manifestent leurs préférences électorales par voie de presse. Dans l'article de la *Pravda* du 13 mars on peut opposer le passage favorable à Valéry Giscard d'Estaing au texte moins élogieux sur François Mitterrand: « Ce qui brouille les cartes de François Mitterrand, c'est l'absence d'un programme politique clair et conséquent, la tendance à souvent coller aux intérêts tout à fait contradictoires d'un large éventail d'électeurs.

64. *Le Figaro*, 18 mars 1981.

65. *Le Monde*, 1<sup>er</sup> avril 1981.

Ainsi non seulement les déclarations programmatiques mais la tactique électorale elle-même des socialistes confirment le glissement du parti socialiste à droite qui s'est produite ces dernières années ». La candidature et le programme de Georges Marchais sont présentés en termes bienveillants: « La campagne électorale du candidat du PCF se déroule dans le contexte d'une mobilisation anticommuniste de tous les moyens d'information de masse de la bourgeoisie. Y prennent part également les journaux et revues proches du parti socialiste ». Après l'entretien qu'il avait accordé au *Monde*, le 31 juillet 1980, François Mitterrand avait déjà été vivement pris à parti dans l'hebdomadaire soviétique *Temps Nouveaux* qui concluait que François Mitterrand se trouvait « à l'extrême-droite de l'éventail politique français ». Cet article valut une vigoureuse réplique de Jean Poperen<sup>67</sup> sur le thème: « La coopération n'est ni l'alignement ni la soumission ». Le 9 mai 1981, à la veille du second tour de l'élection présidentielle, la *Pravda* publia une analyse prudente des options de politique étrangère des deux candidats qui marquait une légère préférence pour Valéry Giscard d'Estaing.<sup>68</sup>

Même les communistes français n'échappèrent pas aux égards de la presse soviétique. Début avril 1981 l'agence soviétique Novosti publia en plusieurs langues un article déjà paru en janvier et qui estimait que la politique étrangère de l'URSS « est guidée par des considérations à long terme » qui « peuvent ne pas coïncider avec les souhaits de certains partis communistes des pays capitalistes ». « Que resterait-il de la coexistence pacifique si la politique étrangère des États socialistes à l'égard, par exemple de la France, était déterminée par les exigences actuelles du combat que mènent les communistes français ? » Interrogé par des journalistes sur ces appréciations, Georges Marchais répondit: « Il est bien connu que sur certaines questions nous avons des divergences d'appréciation avec des pays socialistes. Le plus souvent ces divergences portent sur la politique extérieure et sur l'appréciation qu'il convient de porter sur la politique menée par les différents gouvernements. Pour autant, cela ne nous conduit pas et ne nous conduira pas à renoncer à la politique de coexistence pacifique ».<sup>69</sup>

Les querelles sur l'Afghanistan et les préférences électorales soviétiques empêchèrent tout débat sur les autres problèmes de la coopération franco-soviétiques et notamment sur l'embargo du blé français exigé par le CEE, « à l'initiative de la RFA et sur ordre de Reagan » selon *L'Humanité*. André Lajoinie, membre du Bureau politique du PC et président du groupe communiste à l'Assemblée Nationale fit la déclaration suivante: « L'acceptation par le gouvernement français de cette interdiction faite à la France est proprement scandaleuse. On a là un nouvel exemple de l'alignement inconditionnel de la politique giscardienne envers l'impérialisme ouest-allemand et américain qui dicte cette décision. C'est également une confirmation du consensus existant entre la droite et le Parti socialiste puisque l'un des principaux responsables de cette humiliante capitulation de notre pays devant les

66. *Temps nouveaux*, 27 août 1980.

67. *Le Matin*, 2 septembre 1980.

68. *Le Monde*, 11 mai 1981.

69. *L'Humanité*, 7 avril 1981.

U.S.A. n'est autre que l'homme de confiance commun à Giscard et à Mitterrand: Claude Cheysson, un des responsables les plus importants de la Commission européenne ».<sup>70</sup>

Les événements de Pologne ont été suivis avec intérêt par tous les candidats sans que des divergences notables soient à signaler. Dans l'émission télévisée du 27 janvier 1981, Valéry Giscard d'Estaing définissait l'attitude française par trois mots – sympathie, non ingérence et aide – qui à des degrés divers caractérisent aussi les prises de position des autres hommes politiques. Le Président s'attira cependant une réplique de Jacques Chirac parce qu'il avait évoqué le 27 janvier ce qui est « acceptable » en Pologne par les Soviétiques: « La Pologne est à l'intérieur du bloc soviétique et les communications du bloc soviétique passent au travers de la Pologne. Ce qui ignorerait ces données géographiques et stratégiques n'a aucune chance d'être acceptable pour l'Union soviétique.. Les réformes économiques telles qu'elles peuvent être envisagées en Pologne doivent être à mon avis acceptables pour l'Union soviétique.. »<sup>71</sup> Intervenant à la télévision le 9 mars, Jacques Chirac déclara: « J'ai été un peu choqué d'entendre la France indiquer que les Polonais seraient bien inspirés de modérer leurs ardeurs et leurs revendications, car sinon cela pourrait justifier – ce ne sont pas les mots, peut être, mais c'était l'esprit – l'intervention soviétique. Est ce vraiment à la France de tenir un tel langage? Non. Rien ne pourrait justifier une intervention soviétique si ce n'est les intérêts naturellement de l'Union soviétique ».<sup>72</sup> Jacques Chirac préconisait trois sanctions possibles en cas d'intervention soviétique: la dénonciation des accords d'Helsinki, la dénonciation des accords financiers conclus avec l'URSS et l'arrêt de tous les échanges industriels et technologiques avec Moscou.

François Mitterrand déclara à propos de la Pologne qu'il appartenait « aux travailleurs polonais eux-mêmes de décider ce qui est utile à leur cause » (31 mars 1981). En cas d'intervention il propose aussi le renoncement à certains accords car l'URSS doit savoir qu'elle ne peut « tous les six mois procéder à des opérations de gendarmerie dans le monde ».<sup>73</sup>

## G — La France et le tiers-monde

« Qui votera pour le tiers-monde? » demandait dans *La Croix* (21-22 avril 1981) Vincent Cosmoa, du Centre L.-J. Lebreton « Foi et développement ». L'auteur faisait une double remarque:.. nous nous donnons en spectacle et.. d'autre part les problèmes dont nous débattons représentent une goutte d'eau dans l'océan des questions à résoudre avant la fin du millénaire ». Les candidats à la présidence de la République ont presque fait assaut de générosité sur ce thème, dans la mesure où ils l'ont abordé ou ont été conduits à l'évoquer par les questions des journalistes.

Valéry Giscard d'Estaing dressait le bilan de son septennat en indiquant qu'il avait voulu contribuer à l'organisation d'un monde plus juste, plus sûr et plus

70. *Ibid.*, 20 mars 1981.

71. *Le Monde*, 29 janvier 1981.

72. *Ibid.*, 11 février 1981.

73. *Le Monde*, 8 mai 1981.

humain. Cette action s'est traduite par le dialogue Nord-Sud et l'aide au développement. Il n'a pas manqué de souligner que la France avait pris l'initiative de la Conférence sur la coopération économique internationale (1974-76), qu'elle avait proposé la réunion de la CNUCED à Nairobi (1976), la création d'un Fond commun sur les matières premières et que c'est à Paris que se tiendra en septembre 1981 la Conférence sur les pays les moins avancés. Cette politique a également affirmé la nécessité de la non prolifération nucléaire, la prise en compte de l'idée régionale et la défense des droits de l'Homme.

Interrogé par *La Croix*<sup>74</sup> qui soulignait que l'aide française restait inférieure à l'objectif fixé par les pays développés dans le cadre de l'ONU, Valéry Giscard d'Estaing note que la crise économique mondiale a eu des répercussions sur l'aide au développement mais que l'aide française a connu une progression ralentie mais régulière. Cette aide dépasse en 1980, 15 milliards de francs, elle se situe en valeur absolue au second rang mondial, après les États-Unis, elle représente à elle seule deux fois plus que toutes les aides des pays socialistes réunis, URSS compris. Le Président de la République reconnut que les travaux nés du dialogue Nord-Sud ne débouchèrent pas sur des résultats concrets à la mesure de l'enjeu mais il exprima l'espoir que le dialogue Nord-Sud continuerait en dépit des obstacles, « car il correspond à une nécessité de notre temps. La France doit contribuer à entretenir un mouvement dont elle a pris l'initiative »

Répondant également à *La Croix*<sup>75</sup> François Mitterrand part de la constatation que 50 millions d'être humains meurent de faim chaque année, que ce génocide est inacceptable et qu'on ne peut parler des droits de l'Homme quand le premier de ces droits, manger à sa faim, n'existe pas. « Face à ces problèmes, qui ne poserait pas comme priorité l'accroissement de la participation de la France à l'aide alimentaire mondiale. François Mitterrand conteste que l'aide s'élève à 15 milliards comme l'avait avancé Valéry Giscard d'Estaing car celui-ci y incluait les transferts aux Départements et Territoires d'Outre-Mer; en retirant l'aide aux DOM-TOM l'aide française n'atteint que la moitié de la somme avancée et elle est en diminution depuis 1974. François Mitterrand prend l'engagement de porter cette aide à 0,7% du PNB (hors DOM-TOM), selon les promesses faites devant les instances internationales. Le candidat socialiste souligne que l'aide au tiers monde n'est pas seulement une obligation morale mais qu'elle correspond également à « une politique conforme à nos intérêts les plus essentiels ». Il espère que le transfert de revenus vers les pays pauvres provoquera une relance internationale de la consommation. L'« ambitieuse politique à l'égard du tiers monde » ne se limite pas au seul montant de l'aide. François Mitterrand veut établir aussi de nouveaux types de coopération qui favorisent le développement des cultures vivrières, il veut participer activement à l'établissement d'un nouvel ordre économique international basé sur des relations plus justes. Il nourrit l'ambition que la France « substitue à l'égard du tiers monde, à son rang de premier vendeur d'armes du monde par habitant, celui de premier vendeur de produits alimentaires et de biens d'équipement ». Il ne faut plus vendre d'armes aux dictatures. François Mitterrand prend cependant la précaution d'annon-

74. *La Croix*, 16 avril 1981.

75. *Ibid.*, 18 avril 1981.

cer que cette nouvelle orientation ne pourra s'opérer ni « en quelques mois, ni en quelques années ».

Le nouvel ordre économique international de François Mitterrand se fonderait sur un moratoire de la dette des pays les plus pauvres. Comme d'autres candidats il propose la stabilisation des cours des matières premières. Cette dernière idée est également défendue par Georges Marchais qui se prononce pour une solidarité accrue avec les pays en voie de développement et une participation aux efforts internationaux – notamment ceux des pays alignés – visant à créer un Fonds mondial pour le développement. Jacques Chirac s'est fait au cours de la campagne le propagateur d'une grande alliance pour le développement, pour répondre aux besoins considérables des pays du tiers monde et mobiliser une partie de la jeunesse française. « Or on n'a rien fait. On a bavardé, inventé des formules »<sup>76</sup>.

### *L'Afrique*

Trop de liens ont été tissé depuis longtemps entre la France et l'Afrique pour que la politique africaine n'intervienne pas dans la campagne électorale. Une fois encore Valéry Giscard d'Estaing disposait d'un bon dossier mais facilement critiquable en raison de certaines affaires et maladresses – ses adversaires ne s'en sont pas privés.

En développant la solidarité qui l'unit à l'Afrique, en approfondissant avec elle un dialogue sans arrière-pensée et sans nostalgie, la France, selon Valéry Giscard d'Estaing, reste fidèle « à l'une de ses plus hautes traditions ». Le Président de la République a voulu donner un nouvel élan à la coopération avec l'Afrique francophone, s'intéresser au continent tout entier en s'adressant à des États que les vicissitudes de l'indépendance avaient éloigné de la France (Guinée, Mali, Congo) ou aux pays anglophones et lusophones (Mozambique, Kenya, Tanzanie, Angola, Nigéria). Le nombre des États représentés aux six conférences franco-africaines depuis 1975 est passé de dix en 1975 à vingt cinq en 1980. Au cours du septennat, la France a développé sa coopération technique et culturelle avec l'ensemble de l'Afrique, elle a apporté sa contribution à la solution des conflits nés de la colonisation (Djibouti, Zimbabwe), elle a agi en faveur des droits de l'Homme. Les efforts de coopération bilatérale et multilatérale en faveur de l'Afrique francophone ont été poursuivis. La France a montré qu'elle se souciait de la sécurité de l'Afrique en intervenant militairement par des actions limitées, à la demande des autorités établies et pour répondre à des menaces venues ou entretenues de l'extérieur (Mauritanie, Tchad, Zaïre). De 1974 à 1980 le Président de la République a accueilli 75 visites de chefs d'État ou de gouvernement africains.

Malgré ce bilan apparemment positif, la politique africaine de Valéry Giscard d'Estaing a été contestée. Les multiples aspects de l'affaire Bokassa et les événements ultérieurs de Centrafrique troublèrent les rapports entre Valéry Giscard d'Estaing et de nombreux dirigeants africains, l'image de la France en fut ternie. Le 8 mai 1981, à deux jours du second tour de l'élection présidentielle, le *Washington*

76. *Le Figaro*, 9 mars 1981.

*Post* publiait la synthèse d'un long entretien avec l'Empereur déchu, comme pour illustrer la permanence d'un thème d'autant plus pernicieux qu'il n'a jamais été discuté en profondeur et avec franchise. Il n'existait pas entre Valéry Giscard d'Estaing et certains dirigeants africains les mêmes liens historiques que ceux qui les rattachaient au Général de Gaulle ou à son successeur. La « chaleur » des relations avec le Président sortant était dictée aussi par les fonctions qu'il assumait. Les interventions militaires ont en général été approuvées par les dirigeants africains mais souvent condamnées par les milieux intellectuels qui faisaient de la France le gendarme de l'Afrique. Les incohérences de l'affaire tchadienne, les rapports équivoques entre Paris et Tripoli ont jeté des doutes sur le sérieux de la diplomatie française. La révélation début avril 1981, que le développement de l'action sanitaire française en Afrique était confiée aux États-Unis par l'intermédiaire de l'ACDA (Aide concertée au développement de l'Afrique) suscita de nouvelles incompréhensions. Jacques Chirac sut attirer l'attention des dirigeants africains par un discours plein de fermeté et ceux-ci se souvenaient sans déplaisir du rôle de la SFIO en matière de décolonisation sous la IV<sup>e</sup> République – de François Mitterrand comme Ministre de la France d'Outre-Mer ou de Gaston Defferre et de la Loi-cadre sur les territoires d'Outre-Mer. L'Internationale Socialiste était là aussi pour rappeler l'intérêt actuel des socialistes pour l'Afrique.

Jacques Chirac reprochait au Président sortant d'avoir laissé diminuer l'aide au titre de la coopération et de ne pas avoir doté les forces d'intervention en Afrique de moyens techniques suffisants, notamment de moyens de transport. Au cours du duel télévisé du 5 mai 1981<sup>77</sup> quelques échanges eurent lieu entre les deux candidats à propos de l'Afrique. Valéry Giscard d'Estaing défendit son bilan : « Donc il y a eu incontestablement développement de nos relations et une consolidation des liens politiques avec une partie de l'Afrique ». François Mitterrand condamna la politique du double jeu de son concurrent dans les affaires du Tchad et de la Lybie qui « nous a fait perdre beaucoup d'autorité dans l'ensemble des pays de l'Afrique ». Après les événements au Centrafrique, en Lybie et au Tchad « le poids moral de la France a diminué. Je le regrette ».

Au cours de la campagne électorale, le secrétariat national du Parti socialiste publia une étude intitulée « Le PS et l'Afrique sud-saharienne ». Après avoir dressé un constat de la faiblesse des États africains et de l'échec de la politique de Valéry Giscard d'Estaing en Afrique, le PS élabore de nouvelles propositions pour une autre politique. Ce document, qui n'engage pas François Mitterrand, distingue trois axes : la paix et la sécurité, le développement économique, l'épanouissement de sociétés plus justes. En matière de paix et de sécurité, la France doit payer d'exemple et aider au rassemblement de tous, par exemple en cessant de conforter le régime de Prétoria et en ne remettant pas en cause les frontières issues de la colonisation (le PS est pour l'autodétermination de l'Erythrée et du Sahara occidental). Le doublement de l'aide est proposé sans abandon des solidarités anciennes. La France doit limiter pour un nouvel ordre économique international, mener à bien des actions modèles (avec ou sans la CEE) et ouvrir la voie à une innovation plus généralisée.

---

77. *Le Monde*, 7 mai 1981.

### *Amérique latine, Asie*

Après les prises de position générales sur le tiers-monde, les controverses sur l'Afrique et les propositions assez vagues sur le Moyen-Orient, les candidats à l'élection présidentielle ne se sont guère penchés sur les rapports de la France avec l'Amérique latine et l'Asie. À la fin du duel télévisé, le 5 mai 1981, François Mitterrand eut juste le temps d'émettre un regret: « j'aurais aimé parler davantage du tiers-monde, j'aurais aimé parler de l'Amérique centrale, des drames qui se déroulent actuellement au Nicaragua, au Salvador .. » L'Asie a été complètement oubliée!

### H — Moyen-Orient

Dans le bilan de Valéry Giscard d'Estaing s'inscrivait aussi ses efforts en faveur de la paix au Moyen-Orient. Un contingent français a été mis à la disposition de la Force Intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), dès sa création par le Conseil de sécurité, en mars 1978. La France a présenté des propositions pour un règlement juste et durable au Proche-Orient qui furent reprises par les pays européens, notamment dans la déclaration du Conseil Européen de Venise (juin 1980). Mais l'opinion publique française avait été troublée par le scepticisme de Valéry Giscard d'Estaing à l'égard des accords de Camp David et par sa proposition d'une autodétermination du peuple palestinien, prononcée lors de son voyage en Jordanie et dans la péninsule arabique, en mars 1980. Ce voyage avait donné lieu ultérieurement à une polémique futile en apparence mais révélatrice des passions que fait naître la politique au Moyen-Orient: Valéry Giscard d'Estaing avait-il regardé Israël avec des jumelles à partir du territoire jordanien lors de sa visite sur un promontoire militaire du Golan près de la frontière israélienne? Selon d'autres versions la photo aurait été prise à Riad lors d'une course de dromadaires ou bien à l'occasion d'un combat de faucons; le Président prétendait même qu'elle avait été prise au champ de courses de Longchamp!

Lors du débat télévisé du 27 janvier 1981, Valéry Giscard d'Estaing résuma sa position sur le conflit israélo-arabe en soulignant que la déclaration européenne de Venise (13 juin 1980) était « juste et équilibrée ». Elle s'efforce de décrire les conséquences de deux droits essentiels qui constituent le fil directeur d'une solution juste et globale au Proche-Orient. Ces deux droits sont le droit à la sécurité du peuple d'Israël et le droit à l'existence du peuple palestinien. Pour une fois Jacques Chirac rejoignait le Président de la République; lui aussi émettait des réserves sur les accords de Camp David et se prononçait pour une paix globale.

François Mitterrand a rappelé à plusieurs reprises que le Parti socialiste était le seul des grands partis à avoir considéré le traité de Camp David comme « un bon traité » et à l'avoir approuvé. « Mais un bon traité signé entre l'Égypte et Israël ne saurait à lui seul contribuer au rétablissement de la paix au Proche-Orient.. Pourtant il porte lui-même les éléments permettant de surmonter le blocage présent.. L'OLP est aujourd'hui vraisemblablement l'organisation la plus représentative des aspirations palestiniennes » (22 avril 1981). François Mitterrand explique ainsi son soutien aux accords de Camp David: « Deux pays qui se font la guerre ont le droit de se faire la paix. Israël a le droit d'exister et d'en détenir les moyens. Mais j'ai dit aussi

à mes amis de Jérusalem et de Tel Aviv que les Palestiniens avaient le droit de disposer d'une patrie. Je tiens à tous le même langage: l'amitié ne peut qu'y gagner ». Par ses prises de position favorables à Israël, François Mitterrand jouissait non seulement des sympathies de Shimon Peres et des travaillistes, membres comme lui de l'Internationale Socialiste, mais aussi de M. Begin et des milieux gouvernementaux du Likoud.

La nouvelle et grave crise du Liban au printemps 1980, le siège de Zahlé et les bombardements de Beyrouth rappelèrent une fois encore la fragilité de la paix au Proche-Orient. À sa sortie de l'Élysée, le 13 avril, Jean François-Poncet déclara que la France voulait prendre des initiatives et contribuer au retour de la paix en s'appuyant sur les autorités légitimes du Liban. La France proposait l'envoi sur place d'un représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies et d'autres initiatives internationales qui pourraient être prises à la demande des autorités nationales. Une aide médicale d'urgence fut envoyée au Liban. Dans une interview à *La Croix*<sup>78</sup> Valéry Giscard d'Estaing formula deux objectifs: le retour à la sécurité implique à la fois le respect du cessez-le-feu et le renforcement de l'autorité du Président Sarkis et de son gouvernement, l'ouverture d'un véritable dialogue intercommunautaire, seul en mesure de promouvoir l'entente nationale. Les propositions françaises ne furent pas du goût des Syriens qui condamnèrent « l'incapacité des forces de l'ONU à empêcher l'ennemi sioniste d'occuper une partie du sud Liban »<sup>79</sup>.

Jacques Chirac estimait que la France devait avoir une action diplomatique plus forte au Liban. Il suggérait que la France favorise un accord entre phalangistes et Palestiniens de façon à permettre le retrait des troupes syriennes. Il proposait que la FINUL s'installe à Beyrouth, « on pourrait imaginer que le gouvernement légitime du Liban demande l'envoi d'une force de paix internationale qui, à la limite, pourrait être simplement française et dont l'objectif serait d'établir une zone de paix à Beyrouth »<sup>80</sup>. François Mitterrand jugea sévèrement les propositions de Valéry Giscard d'Estaing: « Quant au Liban j'ai été très attristé par l'amateurisme des dernières propositions de notre diplomatie qui a pris des initiatives sans avoir pris l'attache des responsables libanais. Que de drames et d'inconséquences! »<sup>81</sup> Mais si on en juge par ses réponses à *La Croix* (8 mai 1981) on constate que le candidat socialiste ne possède pas de moyen miracle pour résoudre la crise. Il propose de revenir à une situation où les Libanais eux-mêmes pourront avoir le libre choix de leur destin, en dehors de toute ingérence étrangère, dans le respect de l'identité des communautés qui le composent et dans la tolérance des diverses confessions. La communauté internationale doit pouvoir, à travers les Nations Unies, disposer des moyens de séparer les combattants afin d'aboutir à une trêve durable, condition préalable à toute négociation. C'est en ce sens que je ferai des propositions.

78. *La Croix*, 8 mai 1981.

79. *Le Matin*, 20 avril 1981.

80. *La Croix*, 8 avril 1981.

81. *France Soir*, 22 avril 1981.

## I — Dimension internationale des questions économiques

Au cours de la campagne électorale il n'a pas manqué de considérations sur les difficultés socio-économiques de la France et on a vu que la lutte contre le chômage, l'inflation et les inégalités était considérée comme prioritaire. Des articles et des commentaires ont rappelé que la distinction entre politique intérieure et politique extérieure, était souvent difficile à établir, que de nombreux éléments de la vie économique et sociale dépendaient d'événements ou d'acteurs situés en dehors de nos frontières nationales, que notre vie quotidienne et notre avenir dépendaient de plus de décisions prises ailleurs.

D'autres éléments auraient pu pousser les hommes politiques à une réflexion sur l'insertion de la France dans le monde — qu'il s'agisse de l'endettement de l'État, du déficit commercial (60 milliards de francs en 1980!), de l'indépendance énergétique, du manque de compétitivité de nombreuses entreprises, du rôle de l'agriculture dans le commerce extérieur.. Au-delà des grands principes généraux, intelligents mais souvent irréalistes, il faut bien reconnaître que les candidats à la présidence de la République ne se sont guère souciés des particularités de l'environnement économique international dans lequel se trouve la France. Si les problèmes ont parfois été posés, le mérite en revient plus à la presse qu'aux hommes politiques. Une grande partie du débat économique a été conduit comme si la France était détachée du reste du monde et n'avait pas à tenir compte des contraintes extérieures!

## III — LES GROUPES DE PRESSION ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Sans méconnaître le rôle des syndicats, des groupes économiques et du patronat dans les élections, cette troisième partie voudrait brièvement attirer l'attention sur d'autres exemples, très significatifs, d'intervention de groupes de pression (Église, communauté juive, Internationale Socialiste), en raison du caractère international des problèmes qu'ils ont posés.

### *Les évêques*

Sous le titre « Avant les élections », les membres du Conseil permanent de l'Épiscopat français et leur Président, Mgr. Etchegaray, publièrent le 10 février 1981 un texte qui invite à réfléchir aux enjeux de l'élection présidentielle et à l'importance de la politique. Ce texte contient quelques références aux problèmes internationaux qui, par exemple, ne sont pas du tout évoqués dans le texte semblable des évêques allemands rendu public avant les élections fédérales d'octobre 1980. Le texte français indique: « Un nouvel ordre économique international est à inventer. Il ne saurait être question d'énumérer toutes les difficultés à surmonter. Avec le souci de sauvegarder les droits et les libertés fondamentales, nous nous devons de souligner:

- La solidarité entre personnes et groupes sociaux, non seulement à l'intérieur du pays, mais aussi avec les autres nations du monde, notamment les plus démunies en matières premières et en ressources techniques.
- Une politique active et réaliste de paix et de désarmement en concertation avec les autres pays..
- La reconnaissance de la place des immigrés dans la vie nationale... »

Gérard Defois, secrétaire général de l'Épiscopat, commentait ainsi ce passage : « Je sais qu'on se demande si nous gardons avec les pays en voie de développement des rapports de fraternité. Si devant la concurrence économique mondiale, nous nous en remettons aux seuls rapports de force ou si nous établissons avec eux des contacts de partenaires, plus que d'assistance. Je sais qu'on nous regarde : le statut des immigrés en France est-il à la hauteur d'une générosité raisonnée ? Ou le reflet de nos intérêts du moment, voire d'un marchandage inhumain ? Reconnaissons-nous l'apport économique et culturel de ces hommes dans la vie nationale ? »<sup>82</sup>.

Même s'ils n'ont pas été particulièrement discutés, ces problèmes (ordre économique international, rapport avec les pays du tiers-monde, politique de paix et de désarmement, statut des immigrés) ont au moins eu le mérite d'être posés. Si la question des immigrés a joué un certain rôle dans la campagne électorale, c'est plus par les actions provocantes du PC que par les propos mesurés de l'Épiscopat français ! Un autre malaise aux racines anciennes s'est ouvertement exprimé pendant la campagne électorale, c'est celui des juifs et de leurs réactions à l'égard de la politique française au Moyen-Orient.

#### *La communauté juive et ses appréhensions*

Les juifs de France sont représentés par le Fonds Social Juif Unifié (FSJU), présidé par le baron Guy de Rothschild, et par une instance plus politique, le Conseil Représentatif des Institutions Juives de France (CRIF), présidé par Alain de Rothschild. Contre ces institutions, très liées aux milieux dirigeants, se sont créés des organisations plus contestatrices comme le Renouveau Juif (animé par un jeune avocat, Henri Hadjenberg) et plus proches du judaïsme populaire qui échappe au FSJU et au CRIF. Un Comité des intellectuels juifs de gauche et une Association des juifs de gauche sont également apparues.

La communauté juive de France connaissait un malaise lié à la sous-représentation des juifs d'Afrique du Nord dans ses institutions ; ce problème est en voie de règlement depuis l'élection de René Sirat (originaire d'Algérie) au poste de grand rabbin de France. Un autre malaise, beaucoup plus, profond, provenait de la politique française au Moyen-Orient. Des tensions s'étaient déjà produites à propos de la politique du Général de Gaulle et dans une moindre mesure de Georges Pompidou. Elles se sont exacerbées sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing car les juifs de France ont craint que le gouvernement sacrifie la sécurité et l'existence d'Israël pour sauver des intérêts économiques. La réticence du Président à l'égard des accords de Camp David, son voyage en Jordanie et dans les émirats arabes en mars 1980, la livraison d'une centrale nucléaire à l'Irak, les attentats racistes ont conduit à une situation de rupture.

Pendant le voyage de Valéry Giscard d'Estaing dans les pays arabes, en mars 1980, le CRIF avait protesté auprès du Premier Ministre, mais à l'issue de leur entretien ses dirigeants se refusèrent à toute déclaration pour ne pas envenimer leurs relations avec les pouvoirs publics. Cette réserve ne fut pas observée par le Renouveau Juif et fin avril 1980, lors de la grande manifestation « Douze heures

82. *La Croix*, 14 février 1981.

pour Israël » Henri Hadjenberg lança l'idée du « vote juif ». Les quelque 300 000 électeurs juifs allaient-ils se mobiliser contre Valéry Giscard d'Estaing et en faveur de ses adversaires ? Contestant la notion de « vote juif » des représentants de la communauté juive évoquèrent la « sensibilité juive » des électeurs.

Au cours de la campagne électorale les interventions publiques furent nombreuses. À titre d'exemple on peut citer à partir de fin mars 1981 les entretiens du Docteur Maurice Grynfogel, Président de la section française du Congrès juif mondial, avec les quatre principaux candidats interrogés sur le racisme, la xénophobie, le conflit israélo-arabe et les atteintes aux droits de l'Homme. En avril, la revue *L'Arche*, éditée par le FSJU, publia le résultat de ses entretiens avec les quatre principaux candidats. Les questions portaient sur la politique française au Proche-Orient, sur la renaissance du racisme et de l'antisémitisme et sur le rôle spécifique de la communauté juive. Le 3 avril, l'assemblée générale du CRIF rendait publique une déclaration adoptée le 31 mars dans laquelle elle indiquait que le CRIF ne donnerait pas de consigne de vote. Le CRIF exprimait cependant « ses graves préoccupations concernant la politique française actuelle au Proche-Orient ». Il demandait à la France de soutenir sans réserve « cet acquis de paix » que représentent les accords de Camp David. « C'est dans le camp de la paix qu'est la place de notre pays et non pas aux côtés du Front du refus et de l'OLP, dont la charte exige toujours la destruction de l'État d'Israël et que la France encourage trop souvent par ses initiatives et ses votes dans les instances internationales ».

Le CRIF poursuit en condamnant « fermement la présence de la représentation de l'OLP sur le territoire français ». Il dénonce la livraison d'équipements nucléaires à l'Irak. Le texte du CRIF s'achève par un appel « à ceux qui assumeront les destinées du pays pour qu'ils rompent avec la politique appliquée jusqu'ici vis à vis d'Israël et du Proche-Orient et instaurent enfin une politique plus lucide, plus équitable et plus efficace »<sup>83</sup>. Début mai, Alain de Rothschild et une délégation du CRIF furent reçus par François Mitterrand et par Valéry Giscard d'Estaing ; ils posèrent des questions sur les rapports avec Israël, le Bureau parisien de l'OLP, les ventes d'armes, les accords de Camp David, les attentats racistes et le développement culturel juif (réponses dans *Le Monde*, 9 mai 1981).

Henri Hadjenberg, président du Renouveau Juif, alla plus loin que les représentants du CRIF car il lança dès le 8 avril un appel au « vote sanction » contre Valéry Giscard d'Estaing. Il condamna sa politique au Proche-Orient, jugée trop favorable à l'OLP et dangereuse pour l'aide apportée à l'Irak sur le plan nucléaire. Un tract intitulé « La politique de Giscard au Proche Orient est dangereuse » énumérait les nombreux griefs du Renouveau Juif et notamment le fait que Valéry Giscard d'Estaing aurait utilisé des jumelles pour regarder Israël depuis la frontière jordanienne. Jamais sous la V<sup>e</sup> République le problème du vote juif n'avait été posé avec une telle insistance.

83. *Le Monde*, 3 avril 1981.

### *L'Internationale Socialiste*

Un autre fait remarquable de la campagne a été l'engagement très net de l'Internationale Socialiste en faveur de son vice-président, François Mitterrand. Jamais encore elle ne l'avait fait aussi publiquement. L'Internationale Socialiste se présente comme un lieu privilégié de rencontres, de débats et d'initiatives entre des formations et des hommes aux traditions historiques très différentes et insérés dans des contextes politiques fort divers. Depuis la présidence de Willy Brandt cette organisation a élargi sa représentativité et ses activités vers l'Afrique et l'Amérique latine. Très actif au sein de l'Internationale Socialiste, le PS se trouve ainsi en contact avec les mouvements socialistes et sociaux démocrates d'Europe mais également avec les mouvements progressistes et les mouvements de libération du tiers monde, même quand ceux-ci ne sont pas officiellement membre de l'Internationale.

Dans ses déplacements à l'étranger, avant le début officiel de la campagne électorale, François Mitterrand a profité de ses contacts personnels et des nombreux liens créés à travers l'Internationale Socialiste. Ainsi a-t-il participé à Washington, début décembre 1980, à un colloque de l'Institut américain pour le socialisme démocratique; les 17 et 18 décembre il représentait l'Internationale Socialiste au congrès du parti travailliste israélien. Le 4 février 1981, François Mitterrand recevait à Paris le soutien du groupe socialiste du Parlement Européen et de Willy Brandt – juste avant le voyage de Helmut Schmidt à Paris. Les dirigeants socialistes européens (dont Bruno Kreisky, Chancelier d'Autriche) manifestèrent une nouvelle fois leur solidarité à François Mitterrand, le 19 mars, en participant à Paris à une Conférence sur la sécurité et le désarmement organisée par l'Union des partis socialistes de la Communauté Européenne; cette manifestation fut suivie d'un symposium international pour la science et la culture. Avant ces réunions François Mitterrand avait rencontré à Rome Sandro Pertini, Président de la République italienne, « parce que c'est un camarade socialiste et c'est à ce titre que nous nous sommes entretenus »<sup>84</sup>. La multiplicité des contacts était naturellement destinée à améliorer l'image internationale de François Mitterrand, incontestablement désavantagé par rapport au Président sortant.

Entre les deux tours de l'élection présidentielle Willy Brandt et le secrétaire général de l'Internationale Socialiste adressèrent à François Mitterrand un message qui ne manquait pas de netteté: « L'Internationale Socialiste réaffirme son soutien à M. Mitterrand et souhaite qu'il soit élu président de la République.. L'élection de M. Mitterrand a une grande importance pour les socialistes d'Europe et du monde entier... Dans la tradition de Jean Jaurès et de Léon Blum, François Mitterrand a rassemblé les socialistes. Demain il pourra rassembler les Français autour d'une politique qui augmente l'espoir de la gauche dans le monde entier. Il prendra de nouvelles initiatives qui renforceront la paix en jouant un rôle nouveau et réaliste sur la scène internationale en matière de désarmement »<sup>85</sup>.

84. *Le Monde*, 20 mars 1981.

85. *Le Monde*, 8 mai 1981.

#### IV – CONCLUSION : UNE CAMPAGNE ÉLECTORALE DÉFENSIVE

Bien que les citoyens français aient été convoqué à deux élections à deux tours au cours du printemps 1981, la politique extérieure n'a joué un rôle que dans la campagne présidentielle. Cette première consultation a été en réalité dominée par les thèmes socio-économiques et institutionnels et non par la politique extérieure. À aucun moment cette dernière n'a été perçue comme l'enjeu des élections. Malgré le nombre élevé de candidats à l'élection présidentielle quelques uns seulement ont activement participé au débat de politique étrangère.

En choisissant de briguer un second mandat, Valéry Giscard d'Estaing a polarisé le débat sur le bilan des sept années écoulées et non sur ses projets pour les sept années à venir. Son argumentation a été plus défensive qu'offensive. En choisissant de mettre davantage l'accent sur la continuité que sur l'innovation, il n'a pas contraint ses concurrents politiques à sortir du caractère assez vague de leurs propres intentions. Valéry Giscard d'Estaing s'est présenté avec un bilan favorable et les sondages prouvent que l'opinion publique lui faisait largement confiance et qu'elle lui reconnaissait une compétence plus grande qu'à François Mitterrand pour conduire la politique extérieure de la France. Le candidat socialiste a essayé de compenser ce déficit, naturel chez un homme de l'opposition, en montrant qu'il bénéficiait du soutien actif de l'Internationale Socialiste et de ses membres les plus éminents. Le problème des principaux candidats anti-Giscard a été de créer un doute sur sa crédibilité pourtant solidement établie. Cette offensive a été menée à partir de deux thèmes essentiels : d'une part le mondialisme (la conception d'ensemble de la politique extérieure du Président sortant) et d'autre part les relations Est-Ouest (et plus particulièrement les rapports avec l'URSS après l'invasion de l'Afghanistan). La politique extérieure est ainsi devenue un instrument dans la lutte pour le pouvoir.

La campagne électorale s'est déroulée dans une période de calme relatif pour les relations internationales – ce qui a facilité la remise en cause de la compétence du Président sortant car en période de crise ou de menaces il aurait plus facilement dominé la scène politique : l'inquiétude due à l'élection de R. Reagan s'était émoussée, l'imbroglio tchadien a été mal compris par une population française habituée aux différentes crises du Moyen-Orient et les tensions entre le syndicat SOLIDARITÉ et le pouvoir polonais dominant les media depuis plusieurs mois. Valéry Giscard d'Estaing a essayé de créer des événements pour rappeler qu'il maîtrisait le jeu de la politique étrangère – ce fut début avril la fixation à un taux très favorable des prix agricoles, suivie de peu par l'annonce d'un important emprunt franco-allemand sur le marché international des capitaux. L'absence d'événements dramatiques dans le domaine des relations internationales explique aussi que les controverses se soient déroulées à la télévision, à l'initiative des candidats.

Le débat s'est finalement polarisé autour du principal événement des dernières années – l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS et le coup d'arrêt qui a ainsi été donné aux relations Est-Ouest. Valéry Giscard d'Estaing s'était identifié avec la politique de la détente des années 1970 en soutenant les idées d'Helsinki et en poursuivant une politique de coopération avec tous les pays de l'Europe de l'Est. L'affaire d'Afghanistan, l'incompréhension qui a accompagné son voyage à Varsovie, la chute du polonais E. Girek avec lequel il se disait très lié ont désarmé le Président de la République, incapable de concevoir une politique de rechange. Il y

avait quelque chose d'irréel à voir ce « libéral inguérissable » défendre avec acharnement sa politique de coopération avec les Soviétiques. Déjà affaibli sur le plan des relations avec l'Afrique par l'affaire Bokassa puis par le départ du Tchad, Valéry Giscard d'Estaing a été mis en mauvaise posture par l'impasse dans laquelle se trouve le dialogue Est-Ouest depuis 1980.

La vivacité des polémiques sur les choix du Président sortant ne doit pas faire perdre de vue que les convergences l'emportaient de beaucoup sur les divergences entre les principaux candidats. Après la décolonisation, la sortie de l'OTAN, la fin de la querelle sur la supranationalité, il n'existe plus de querelle fondamentale sur la politique étrangère. Ses grandes orientations sont acceptées – qu'il s'agisse de l'indépendance nationale, de la coopération franco-allemande, de la construction européenne, de l'appartenance à l'Alliance atlantique, de la coopération avec le tiers monde, de l'entente avec les pays de l'Europe de l'Est. L'absence de l'Asie et de l'Amérique latine dans le débat montre que la zone d'influence de la France dans le monde est plus réduite que ne le voudrait la doctrine du mondialisme ! Il était de l'intérêt des principaux candidats de mettre l'accent sur la continuité : Valéry Giscard d'Estaing se devait de défendre son bilan et ses concurrents ne voulaient pas effrayer les électeurs en leur proposant des bouleversements dans les orientations extérieures de la France. Ces derniers voulaient moins changer le contenu de la politique extérieure que ses méthodes. Aussi n'est-il pas surprenant que la continuité l'emporte sur le changement depuis que François Mitterrand est Président de la République.

Interrogé sur ce que pourrait être la politique extérieure d'un Président Mitterrand, Valéry Giscard d'Estaing, juste avant le second tour de l'élection présidentielle, se livrait à de sombres prédictions. Aura-t-il raison ? « M. Mitterrand ne peut gouverner qu'avec le soutien communiste. De quelle autorité internationale pourra se prévaloir un gouvernement d'union de la gauche dont les composantes sont incapables de s'accorder sur une politique extérieure ?... Leurs divergences en politique étrangère sont connues de tous, en ce qui concerne l'Afghanistan, le Proche-Orient, les rapports Est-Ouest et la construction européenne. La politique extérieure conduite par M. Mitterrand serait nécessairement incohérente, louvoyante, voire inexistante. Je vous laisse imaginer ce que serait sa capacité de réaction en cas de crise internationale »<sup>86</sup>. Le Président sortant ne prévoyait naturellement pas que les rapports entre les deux grands partis de la gauche seraient profondément modifiés aux élections législatives au profit du parti socialiste et qu'ainsi François Mitterrand disposerait d'une totale autonomie par rapport à son partenaire communiste.

François Mitterrand aurait-il les qualités nécessaires pour surmonter des crises politiques internationales ? Interrogé sur cette question il refuse de « s'autocélébrer »<sup>87</sup>. Il indique cependant : « Tout est dans la maîtrise de soi, la rapidité du coup d'oeil, l'aptitude de la décision. S'ajoute, bien entendu, la connaissance de l'histoire. Suis-je pourvu de ces vertus ? Ma vie seule peut en répondre. » Valéry Giscard d'Estaing se reconnaissait trois qualités : le sang froid, la résolution et la mesure.

86. *Le Figaro*, 9-10 mai 1981.

87. *Le Point*, 2 mai 1981.